



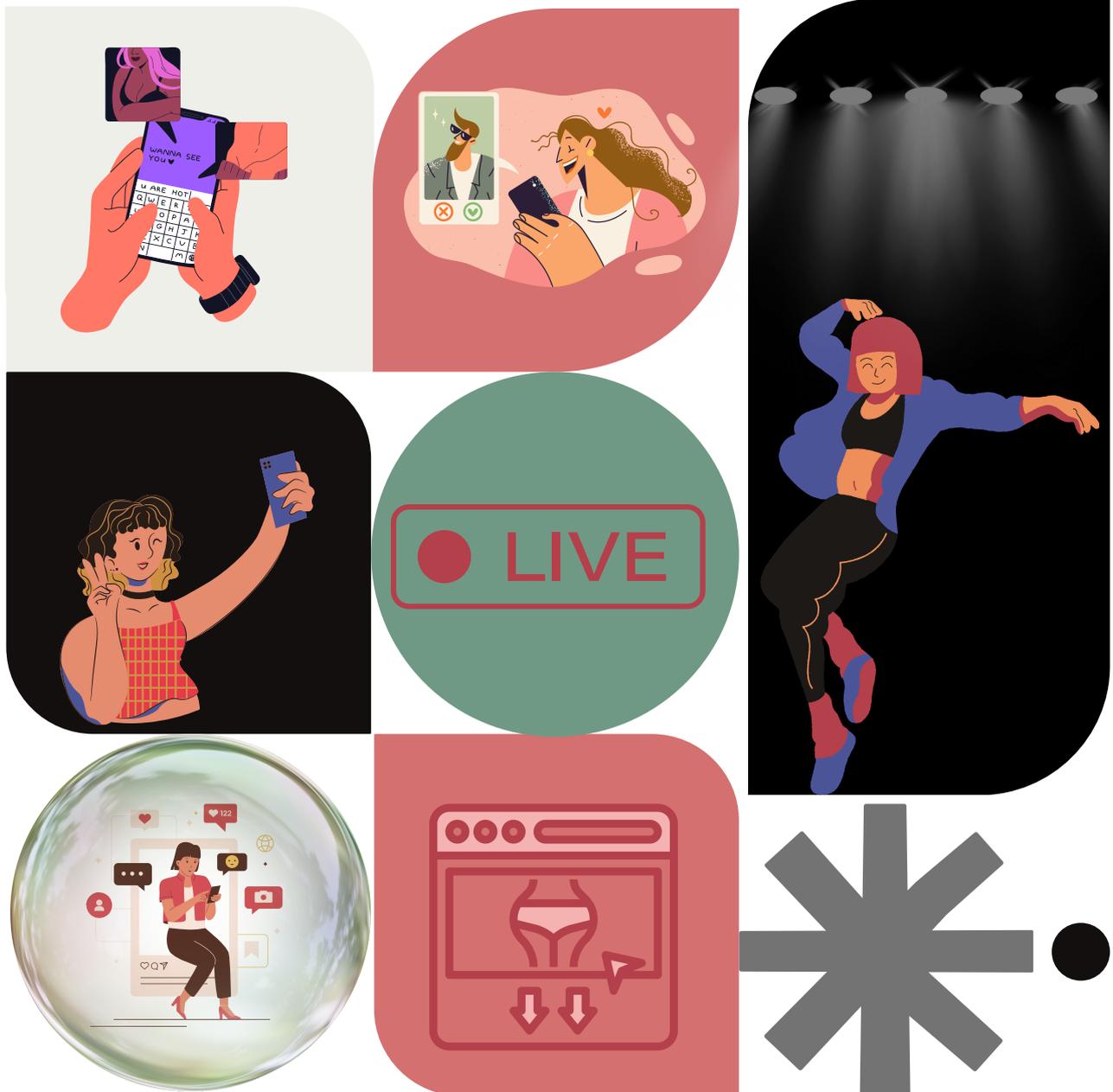
2024

RAPPORT

EXPLOITATION SEXUELLE ET ÉCHANGE DE SERVICES SEXUELS

Clientèle 12-30 ans du Centre-du-Québec

Lauriane Provost & Stéphanie Simard
Criminologues



REMERCIEMENT

Ce rapport initié par l'organisme Répit Jeunesse n'aurait pu être déployé sans la participation des nombreux partenaires au projet. En ce sens, nous tenons à remercier l'ensemble de ces milieux pour leur collaboration.

LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Pour le financement de ce projet;

ESCOUADE INTÉGRÉE DE LUTTE CONTRE LE PROXÉNÉTISME (EILP) LE BUREAU DE LUTTE AUX INFECTIONS TRANSMISES SEXUELLEMENT ET PAR LE SANG (BLITSS) PROJET SPHÈRE LA PIAULE

Pour votre implication dans l'écriture ou la relecture;

LES MILIEUX SCOLAIRES

Pour nous avoir ouvert vos portes afin de passer les questionnaires aux élèves.

- Centre de services scolaire de la Riveraine
- Centre de services scolaire des Bois-Francis
- Centre de services scolaire des Chênes

TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES - CENTRE-DU-QUÉBEC

Pour l'appui de ce projet.

- Répit jeunesse
- La Piaule Centre du Québec inc.
- MDJ St-Cyrille-de-Wendover
- CIUSSS MCQ
- Action Toxicomanie
- CALACS La Passerelle
- CJE Drummond
- CSS Bois Francis
- SQ - Victoriaville/Érable
- Directeur des poursuites criminelles et pénales
- SQ-Drummondville
- EILP - SQ
- CALACS Unies-Vers-Toi
- Emphase MCQ
- CJE Arthabaska
- CAVAC Centre-du-Québec
- CALACS Entraid'Action
- BLITSS
- CJE Nicolet-Bécancour
- CSS Des Chênes
- LaRue Bécancour
- W8banaki

AVANT-PROPOS

Ce rapport a pour objectif de présenter les résultats obtenus via le questionnaire intitulé Les pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels des jeunes de 12-30 ans. Ce projet mené auprès de 2006 adolescents et jeunes adultes du Centre-du-Québec est une initiative de l'organisme Répît Jeunesse, appuyée par le Programme de financement à la mission en exploitation sexuelle du ministère de la Sécurité publique. Le but de ce projet est dans un premier temps d'établir un portrait de la situation sur le territoire pour que nous puissions, dans un deuxième temps, évaluer les ressources nécessaires afin de répondre aux réels besoins des jeunes.

Nous tenons à remercier l'ensemble des membres de la Table pour leur appui dans cette démarche, leur aval était nécessaire avant d'entamer ce processus et leur collaboration aux diverses étapes tant pour la création des questionnaires que pour la passation auprès des jeunes fut d'une aide inestimable. Plus particulièrement, nous tenons à souligner l'apport des Centres de services scolaires de la région qui ont tous accepté de participer au projet. Sans leur accord, il aurait été impossible de faire une évaluation sur une aussi large population jeunesse. De plus, il est important de souligner l'implication du Bureau de lutte aux infections transmises sexuellement et par le sang (Blitss) pour le prêt d'une intervenante lors de la tournée des classes, l'expertise de l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme pour sa révision du questionnaire, la Sûreté du Québec pour le recensement des données et, bien entendu, nous remercions l'organisme La Piaule qui coordonne la Table de concertation et qui fut présent et disponible tout au long de la démarche.





Table des matières

AVANT PROPOS **04**

1. CONTEXTE DE LA DÉMARCHE **07**

2. LE VOCABULAIRE **10**

3. LA LITTÉRATURE **12**

4. LA COLLECTE DE DONNÉES **15**

5. LES RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE JEUNES **17**

6. LES OBSERVATIONS RAPPORTÉES DES INTERVENANT.E.S **23**

7. LES ACTIONS SUR LE TERRITOIRE ET LES CONSTATS **27**

8. LES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION **35**

9. LES FORCES ET LIMITES DU PROJET **38**

10. LES RECOMMANDATIONS **40**

CONCLUSION **43**

BIBLIOGRAPHIE/MÉDIAGRAPHIE **44**

LES ANNEXES **46**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1- La population cible

Tableau 2- Demande d'envoi de photos ou vidéos à caractère sexuel

Tableau 3- Envoi d'une photo/vidéo de sa propre initiative

Tableau 4- Demande de publication de contenu à caractère sexuel sur les RSN

Tableau 5- Ont publié du contenu à caractère sexuel par eux-mêmes sur les RSN

Tableau 6- Proposition de relation ou de contact sexuel sur les RSN

Tableau 7- Ont publié une offre de relation/contact sexuel par eux-mêmes sur les RSN

Tableau 8- Relation sexuelle en échange de rétribution

Tableau 9- Une tierce personne leur a proposé d'offrir une relation/contact sexuel



LISTE DES FIGURES

Figure 1- L'âge des jeunes la première fois qu'ils ont été confrontés à une situation décrite

Figure 2- Statut de la tierce personne

Figure 3- Nombre de réponses chez les intervenants

Figure 4- Provenance des réponses des intervenants

1. CONTEXTE DE LA DÉMARCHE

La Table régionale de concertation sur l'exploitation sexuelle des jeunes du Centre-du-Québec a débuté une mobilisation, en 2016, avec une vingtaine de partenaires intéressés à se concerter autour de la problématique d'exploitation sexuelle chez les 12-25 ans. Cette Table de concertation est initiée et coordonnée par La Piaule Centre-du-Québec, organisme œuvrant en travail de rue à Drummondville. Les actions de la Table ont débuté par la réalisation d'un premier Portrait de l'exploitation sexuelle des jeunes de 12-25 ans au Centre-du-Québec dans le but d'outiller les intervenant.e.s afin qu'ils soient en mesure d'agir sur le phénomène. Depuis, la Table régionale travaille à développer différentes stratégies afin de répondre aux deux axes principaux révélés par le portrait soit :

1. Outiller les intervenant.e.s afin qu'ils soient en mesure d'agir sur l'exploitation sexuelle des jeunes;
2. Protéger les jeunes contre l'exploitation sexuelle.

Le premier axe est répondu par différentes actions offertes aux intervenant.e.s œuvrant de près ou de loin avec la problématique d'exploitation sexuelle. Il est ici question de formations continues qui ont été offertes à plus de 475 intervenant.e.s depuis 2019. Dès lors, les intervenant.e.s étant en mesure de dépister les problématiques, se sont mis à intervenir en première ligne dans les situations d'exploitation sexuelle, et cela, tant dans les milieux scolaires, les organismes communautaires que dans les milieux institutionnels. Bien qu'une formation d'une journée leur eût été offerte, force a été d'admettre qu'un besoin de soutien clinique s'est fait sentir dans les équipes d'intervention lors des situations plus critiques.

Depuis 2022, la Table de concertation a donc déployé une offre de soutien clinique aux professionnel.le.s de différents milieux devant intervenir en contexte d'exploitation sexuelle, que ce soit en individuel ou en équipe. C'est à plus de 60 reprises que l'équipe responsable du support clinique a été contactée. Sur ce nombre, plus du deux tiers des situations rapportées étaient en lien avec de jeunes filles de moins de 18 ans et plus de la moitié d'entre elles avaient une tierce personne impliquée (proxénète). Bien entendu, ces chiffres font état des situations connues sur le territoire, et non de l'ensemble des situations d'exploitation sexuelle ou d'échange de services sexuels. Le chiffre noir (qui désigne l'écart entre les statistiques rapportées et les cas réels) lié à l'exploitation sexuelle est sans aucun doute plus important que l'on croit.

Finalement, toujours dans le but d'outiller les intervenant.e.s, différents outils sont présentement en création afin de pouvoir dépister les jeunes à risque ou en situation d'exploitation et intervenir auprès de ces derniers. D'ailleurs, vous retrouverez à l'annexe I, un outil permettant un meilleur référencement des jeunes vivant ou étant à risque de vivre cette problématique. Cette page s'insère dans l'«Outil de soutien à l'intervention en contexte d'exploitation sexuelle», créé par des membres de la Table de concertation.



Afin de répondre adéquatement au deuxième axe Protéger les jeunes contre l'exploitation sexuelle, les organismes Répit Jeunesse et La Piaule, appuyés par la Table de concertation, ont déployé diverses actions. Dans un premier temps, différents projets d'intervention et de prévention tels que Selfie et Fait pas l'autruche ont été déployés sur le territoire. Ces services seront détaillés dans la section Les actions sur le territoire.

Dans un deuxième temps, une offre de services d'interventions de crise pour les proches des personnes victimes d'exploitation sexuelle a été mise en place au Centre-du-Québec. Le service a permis aux proches en situation de crise d'avoir accès à une première rencontre avec un.e intervenant.e en moins de 24 heures. L'intervenant.e responsable du dossier jouait alors un rôle de pivot entre la personne demandeuse d'aide et les divers intervenant.e.s (policier.e, enquêteur.e, DPJ, milieu scolaire et autres) assurant ainsi une bonne communication et une bonne compréhension face aux rôles de chacun. De ce fait, l'intervenant.e était en mesure d'accueillir le parent dans ses inquiétudes, le soutenir dans son rôle protecteur, l'outiller afin qu'il soit en mesure d'épauler la personne victime tout en instaurant un filet de sécurité en attendant de recevoir les services réguliers offerts par les différentes organisations pouvant leur venir en aide. Malheureusement, ce service a dû prendre fin en 2024 pour des raisons de priorité d'actions.

Dans un troisième temps, différentes questions ont été soulevées via ce rapport afin de répondre au deuxième axe tel que: quels services manquants devrions-nous offrir aux jeunes en situation d'exploitation sexuelle ? Quel support leur serait nécessaire ? Comment pourrions-nous travailler avec eux afin d'augmenter les facteurs de protection, diminuer les facteurs de risque et, dans un monde utopique, mettre fin à cette situation d'exploitation ? »

Afin d'appuyer les réflexions et les actions futures sur les bonnes pratiques, le rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs, déposé en 2020 a été consulté. Au total, ce sont 58 recommandations qui ont été rapportées par l'équipe de chercheurs et de spécialistes.

Pour les fins de ce rapport, l'axe La reconstruction et la réhabilitation : afin de briser le cycle de l'exploitation a été davantage exploré, considérant que les actions proposées ciblent les jeunes en situation d'exploitation ou ayant eu un parcours d'exploitation sexuelle. C'est donc sans grand étonnement que la démarche est appuyée par diverses recommandations du rapport de la commission telles que :

- L'instauration d'un programme spécial de sortie de la prostitution ;
- Rendre accessibles aux personnes victimes d'exploitation sexuelle des mineurs des soins et du soutien psychologique ;
- Créer, sur l'ensemble des territoires, des lieux d'hébergement spécifiques et hautement sécuritaires dotés de services psychosociaux et éducatifs afin de protéger, de soigner et de contribuer à la réinsertion sociale des personnes victimes d'exploitation sexuelle tant mineures que majeures.



Pour conclure, c'est à la suite des questionnements rapportés ci-haut et à la lumière des recommandations de la Commission spéciale que Répit Jeunesse, supporté par la Table de concertation régionale, a pris pour mandat de faire un état de situation sur les problématiques d'exploitation sexuelle vécue par les jeunes et jeunes adultes de la région. Ce travail permettra dans un deuxième temps d'évaluer si les services déployés actuellement au Centre-du-Québec répondent à l'ensemble des besoins des jeunes et, dans le cas contraire, d'évaluer quels seraient les meilleurs services à mettre en place.



2. LE VOCABULAIRE

Exploitation sexuelle

Le sujet de l'exploitation sexuelle est sans contredit, un thème délicat, voire parfois, controversé. À cet instar et afin d'assurer une compréhension non seulement commune, mais également digeste de la terminologie utilisée dans ce rapport, il semble important de s'entendre a priori sur certains termes. Bien entendu, il peut exister plusieurs définitions pour un même terme, mais il est à noter que ces définitions seront utilisées pour l'ensemble de ce rapport.

Selon le Secrétariat à la condition féminine (2016), l'exploitation sexuelle est définie comme « [...] une problématique complexe, notamment en raison des divers contextes où elle peut survenir (milieu prostitutionnel, salon de massage érotique, bar de danseuses nues, etc.) et des activités criminelles qui peuvent y être associées (proxénétisme, traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle, achat de services sexuels, etc.). À travers ses multiples manifestations, l'exploitation sexuelle implique généralement une situation, un contexte ou une relation où un individu profite de l'état de vulnérabilité ou de dépendance d'une personne, ou de l'existence d'une inégalité des rapports de force, dans le but d'utiliser le corps de cette personne à des fins d'ordre sexuel, en vue d'en tirer un avantage. Il peut s'agir d'un avantage pécuniaire, social ou personnel, tel que la gratification sexuelle, ou de toute autre forme de mise à profit. »

Aussi, selon l'organisme Projet Intervention Prostitution Québec, « l'exploitation sexuelle implique qu'un individu profite de la vulnérabilité ou de la dépendance d'une personne, ou d'un rapport de force inégal, pour utiliser son corps à des fins sexuelles et en tirer un avantage. Selon la loi, toute personne de moins de 18 ans qui effectue un acte sexuel, volontairement ou non, en échange de faveurs ou d'argent qu'elle conserve ou non, vit de l'exploitation sexuelle » (Projet Intervention Prostitution Québec, 2018)

Prostitution

Au Canada, la prostitution est généralement définie « comme le fait d'échanger des services sexuels contre rétribution » (Gouvernement du Québec, 2022 ; Code criminel, article 286.1). En ce sens, la loi portant sur la marchandisation des activités sexuelles (Code criminel canadien) criminalise depuis 2014 l'achat de services sexuels plutôt que l'offre de tels services. Les personnes qui offrent leurs propres services sexuels moyennant rétribution bénéficient, depuis le déploiement du projet de loi C-36, d'une immunité en matière de poursuites à l'égard de leur participation à la perpétration de cette infraction, lorsque l'infraction se rapporte à leurs propres services sexuels (paragraphe 286.5(2)). Par immunité, il est défini que les personnes offrant leurs services sexuels moyennant rétribution ont une protection garantie en matière de poursuites criminelles puisqu'elles sont considérées comme des personnes victimes d'exploitation sexuelle. Il est à noter que certaines infractions se retrouvant dans la Marchandisation des activités sexuelles ne sont pas couvertes par l'immunité. (Résumé législatif, 2014)



Client.e

Au Canada, l'achat de service sexuel est illégal selon l'article 286.1 (1)(2) du Code criminel. Il se définit comme « Quiconque, en quelque endroit que ce soit, obtient, moyennant rétribution, les services sexuels d'une personne ou communique avec quiconque en vue d'obtenir, moyennant rétribution de tels services... ».

À des fins de compréhension, ce terme sera utilisé lorsqu'il est question d'une personne qui demande un service sexuel en échange d'argent, de transport, d'objets de valeur, de protection, de drogue ou d'alcool.

Proxénète-Proxénétisme

Au Canada, le proxénétisme est un acte criminel selon l'article de loi 286.3(1)(2). Il est décrit comme le fait « d'amener une personne à offrir ou à rendre des services sexuels moyennant rétribution ou [...] recrute, détient, cache ou héberge une personne qui offre ou rend de tels services moyennant rétribution, ou exerce un contrôle, une direction ou une influence sur les mouvements d'une telle personne » (Code criminel, LRC 1985, c C-46, art. 286.3 [1])

À des fins de compréhension, il est à noter que le terme tierce personne sera utilisé dans le rapport afin de désigner une personne proxénète.

Publicité de services sexuels

La publicité de services sexuels comprend tout matériel, y compris des photos, des films, des enregistrements vidéo, audio ou autres, une représentation visuelle ou tout matériel écrit utilisé pour faire la publicité de services sexuels, que ce soit sur des plateformes internet ou par communication verbale.

Les personnes de 18 ans et plus qui offrent leurs propres services sexuels moyennant rétribution bénéficient d'une immunité en matière de poursuites à l'égard de la perpétration de cette infraction, lorsqu'elles font la publicité de leurs propres services sexuels (Code criminel, alinéa 286.5(1)b)). Les personnes de moins de 18 ans ne peuvent faire de la publicité de services sexuels, car ceci entre dans les définitions du Code criminel de pornographie juvénile. Cette infraction ne se retrouve pas dans la catégorie de la *Marchandisation des activités sexuelles* du Code criminel.

Leurre

L'infraction du leurre se produit lorsqu'un individu entre en contact avec un.e jeune de moins de 18 ans via un moyen de télécommunication afin de perpétrer une infraction telle que l'achat de services sexuels, le proxénétisme ou la traite de personne.



3. LA LITTÉRATURE

Attention, cette section n'a surtout pas la prétention d'être une recension des écrits sur la problématique de l'exploitation sexuelle au travers des années. Toutefois, elle a pour objectif que l'ensemble des lecteurs puissent avoir une compréhension commune et des connaissances de base en matière d'exploitation sexuelle.

Tel que cité précédemment, l'exploitation sexuelle implique généralement une situation, un contexte ou une relation où un individu profite de l'état de vulnérabilité ou de dépendance d'une personne, ou de l'existence d'une inégalité des rapports de force, dans le but d'utiliser le corps de cette personne à des fins d'ordre sexuel, en vue d'en tirer un avantage, souvent financier (Secrétariat à la Condition Féminine, 2016). L'exploitation sexuelle englobe notamment la prostitution et la pornographie juvénile (distribution, possession et accès), le proxénétisme et la traite des personnes à des fins sexuelles.

Dans le rapport de Szczepanik, Boulebsol et Ismé (2014) s'intéressant aux besoins des femmes qui ont souhaité quitter l'industrie du sexe ou qui l'ont déjà quittée, il a été relevé que 36,8 % des 109 participantes sont entrées dans la prostitution alors qu'elles étaient mineures et que l'âge d'entrée est en moyenne de 14 ans. Plusieurs autres études ont été faites depuis et ce pourcentage reste toujours d'actualité voir même allant jusqu'à plus de 50% dans certaines études (Conseil du statut de la femme, 2012; Côté et al, 2016; Earls & David, 1989; Gaedah, 2012; Marie-Michèle Whitlock, 2021).

Mais comment se fait-il que les jeunes, non seulement embarquent dans ce milieu, mais choisissent d'y rester même lorsqu'ils en comprennent les implications et les effets négatifs ? Marie-Michèle Whitlock l'aborde dans une recherche faite auprès des jeunes filles et jeunes femmes de l'Estrie ayant passé par le milieu de la prostitution et/ou de l'exploitation sexuelle. L'étude, publiée en 2021, explique, entre autres, le fait que le milieu de la prostitution devient un mode de vie, une habitude et que les jeunes femmes impliquées ne considéraient plus qu'elles avaient « d'autres choix ». Bien entendu, la période de « lune de miel » que la majorité des filles ont vécu avec la personne proxénète ou avec le milieu engendre à elle seule une forme de contrainte invisible amenant les jeunes à tolérer parfois l'intolérable. La valorisation et le mode de vie que le milieu procure aux yeux des jeunes femmes ainsi que l'aspect « glamour » associé ne font que renforcer l'emprise que les personnes proxénètes peuvent avoir chez les jeunes filles.

Dans les dernières années, l'étude « Ça accélère tout » : Enquête sur le rôle des réseaux sociaux numériques (RSN) et des technologies dans l'expérience prostitutionnelle des jeunes filles mineures (Bourassa-Dansereau, Millette, Côté, Martine B., 2022) a décelé divers constats intéressants. Notamment, l'étude révèle l'impossibilité de passer sous silence l'impact des



réseaux sociaux et de ses utilisations dans le recrutement des jeunes filles. Par exemple, les auteurs font état que l'affichage et la visibilité des jeunes filles sur les RSN engendrent bien souvent une série de commentaires reliés à leur apparence physique créant ainsi chez celle-ci une certaine forme de valorisation à une période de leur vie ou le regard de l'autre sur soi est important. Toutefois, cet affichage grand public engendre aussi certaines formes de propositions voire de sollicitations à s'engager dans diverses activités liées aux milieux prostitutionnels. Enfin, l'étude relate que les algorithmes des RSN exposent la population à des contenus qui renforcent et amplifient les croyances et les opinions. La forte présence de publication valorisant l'industrie du sexe qui tapisse le cellulaire des jeunes, normalise ce mode de vie. Les croyances, amplifiées et renforcées par la répétition des images et du contenu proposé, créent une certaine chambre d'écho auprès de la population jeunesse.

Dans le documentaire *Trafic*, Dominic Monchamp, Lieutenant-détective, Superviseur des enquêtes de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme du service de police de la Ville de Montréal, explique qu'il y a quelques années, il existait un portrait type de jeunes entraînés dans le travail du sexe. « C'était de jeunes filles de milieux plutôt pauvres, déjà victimisées, carencées [sur le plan affectif] et qui sont déjà passées par le système de protection de la jeunesse. » À ce jour, bien que ce type de jeunes filles soit encore la cible des personnes proxénètes, le profil de ces dernières est davantage diversifié. « De plus en plus, on voit de jeunes filles [et] des jeunes garçons qui viennent de familles typiques. Ils font des études, ils sont avec leurs parents, leurs parents sont ensemble... » (Proulx, 2019)»

Malgré le consensus concernant la gravité du phénomène et l'importance d'agir tôt, peu d'outils de prévention et d'intervention précoce existent actuellement (Swartz, 2014). En 2020, une recherche a été faite dans le but de connaître les perceptions des jeunes afin de mieux prévenir l'entrée dans la prostitution et l'exploitation sexuelle (Côté, K., Nouchi, J., Bujold, M., Jalbert, G., & Bernier, N. (2021)). Au terme de cette étude qui a été faite auprès de 1160 jeunes du Bas St-Laurent âgés entre 14 à 25 ans, plusieurs constats sont ressortis sur la question de la prévention. Entre autres, les jeunes ayant participé à l'étude notent que les lieux à favoriser pour la prévention sont d'abord et avant tout les milieux scolaires ainsi que les médias pour ce qui est de la prévention universelle, et non les milieux familiaux. Par exemple, ils citent la nécessité d'aborder les thèmes des fréquentations, des drogues, des médias et de l'influence des pairs et cela, tôt dans le parcours scolaire des jeunes. Enfin, ces derniers rapportent l'importance d'axer la prévention auprès des jeunes en situation de vulnérabilité sociale (économique, décrochage scolaire, rupture familiale, DPJ, etc.), mais aussi, de rendre visible le phénomène de la prostitution plutôt que de laisser un tabou qui, au regard des jeunes, risquerait de devenir un milieu attractif vu son apparence interdite et mystérieuse.



En 2020, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) en partenariat avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a mis sur pied le référent EKIP afin de guider les actions en promotion de la santé et de bien-être ainsi qu'en prévention des problèmes chez les jeunes d'âge scolaire. Conçu pour les professionnels travaillant dans les réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux et communautaires, il invite les divers milieux à travailler ensemble pour maximiser la portée de leurs actions et pour outiller les jeunes à faire face aux situations de vie qu'ils rencontrent. Selon le référent, les thèmes associés au consentement devraient être abordés en secondaire 3-4-5, alors que les thèmes liés à l'utilisation saine et sécuritaire des réseaux sociaux dès le secondaire 1. « EKIP invite le réseau de l'éducation et celui de la santé et des services sociaux à faire « équipe » pour maximiser la portée de leurs actions et pour « équiper les jeunes d'âge scolaire à faire face aux situations de vie qu'ils rencontrent. » (MSSS, 2020) Il est toutefois important de noter que ce référent n'oblige en rien les Centres de services scolaires dans le déploiement d'actions précises dans les écoles.

Enfin, l'ensemble de ces éléments témoignent d'une dure réalité et de nombreux défis quant au déploiement d'actions pour prévenir et intervenir en contexte d'exploitation sexuelle. La suite du rapport permettra de faire la lumière sur les réalités vécues au CDQ et d'évaluer les pistes d'actions possibles à mettre en place.



4. LA COLLECTE DE DONNÉES

La méthode

Dans un premier temps, un questionnaire de 12 questions pour les jeunes de 12-30 ans a été bâti par les chargées de projet puis validé avec deux personnes de l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme ainsi que par l'équipe de l'organisme *Blitss* (voir annexe 2). Afin d'assurer une bonne compréhension de l'ensemble du questionnaire par les répondants, ce dernier a été lu et rempli au fur et à mesure avec la clientèle cible et cela, dans 93% des cas (le 7% restant représente les jeunes adultes de 18-30 ans ayant rempli le questionnaire de façon autonome). Lors de la passation des questionnaires, en plus d'une des deux chargées de projet, une travailleuse de rue ou une intervenante en santé sexuelle et affective était présente afin de pouvoir rencontrer les jeunes qui en ressentaient le besoin.

L'ensemble des questions rapportées ont permis de savoir si la personne avait déjà posé une action ou reçu une offre relevant des pratiques à risque au niveau de l'exploitation sexuelle. Afin de pouvoir être caractérisée comme un échange de service sexuel, la personne devait alors avoir commis une action ou avoir reçu une offre à connotation sexuelle en échange de rétribution telle que :

- **Contre** Argent;
- **Contre** Transport («lift», «road trip» ou autres);
- **Contre** Objets de valeurs (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- **Contre** Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- **Contre** Drogue(s) et alcool.

Dans un deuxième temps, une consultation a été faite auprès des intervenant.e.s de la région via la passation d'un formulaire en ligne (voir annexe 3) . Les thèmes des questions étant très similaires, l'exercice a permis de comparer les données collectées dans les questionnaires des jeunes aux réponses des intervenant.e.s en lien avec le nombre de situations rapportées.

La population cible

Afin d'avoir un portrait juste de la population jeunesse du Centre-du-Québec, diverses populations de jeunes et jeunes adultes ont été ciblées. La première étant celle qui fréquente le milieu scolaire régulier, de secondaire 3 à 5 ainsi que les étudiants du cégep. La deuxième population rencontrée a été les élèves raccrocheurs fréquentant une école de type alternative ou ayant des programmes particuliers et, finalement, la dernière étant celle fréquentant les organismes communautaires tels que les organismes en travail de rue et les Carrefours jeunesse-emploi.



Au total, ce sont 2006 jeunes de trois Centres de services scolaires (CSS), soit 69 classes visitées dans 11 écoles différentes et cinq organismes communautaires qui ont été rencontrés afin de participer aux questionnaires. Voici un bref résumé du portrait de la population rencontrée :

Tableau 1- La population cible

	14-17 ans Garçons	14-17 ans Filles	14-17 ans NB- Genderfluids	18-30 ans Garçons	18-30 ans Filles	18-30 ans Nb- Genderfluids	Préfère ne pas répondre	Total
Arthabaska/Érable	274 13,7%	266 13,3%	7 0,3%	33 1,6%	62 3,1%	2 0,1%	5 0,2%	649 32.4%
Drummondville et les environs	313 15,6%	339 16,9%	11 0,55%	15 0,75%	14 0,7%	2 0,1%	8 0,4%	702 35%
Nicolet/ Bécancour-Yamask	310 15,5%	309 15,4%	7 0,3%	9 0,4%	12 0,6%	0	8 0,4%	655 32.7%
Total	897 44.7%	914 45.7%	25 1.2%	57 2.8%	88 4.4%	4 0.2%	21 1%	2006



5. LES RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE JEUNES

Envoi de photos ou vidéos à caractère sexuel

39 % (N=790) des jeunes rencontrés se sont fait proposer d'envoyer une photo ou une vidéo à caractère sexuel en échange de contribution (argent, transport, objets de valeurs, protection, drogue ou alcool). Sur ce nombre, deux tiers (N=543) sont de jeunes filles et 10 % d'entre elles avouent avoir accepté la proposition. Sachant qu'au total, 1002 filles ont répondu au questionnaire, il est donc possible d'affirmer qu'au moins une fille sur deux a été approchée pour ce type de demande.

Tableau 2-Demande d'envoi de photos ou vidéos à caractère sexuel

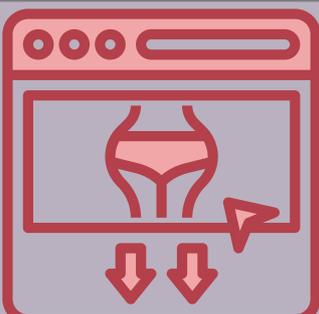
	Se sont fait proposer d'envoyer une photo ou une vidéo	Ont accepté la proposition	
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	239 jeunes (11.1%)	25 jeunes (10% de 239)	
Drummondville et les environs	289 jeunes (14.4%)	30 jeunes (10% de 289)	
Arthabaska/Érable	262 jeunes (13.1%)	31 jeunes (12% de 262)	
Total	790	86	

Réflexion

- *Abordons-nous suffisamment les méthodes de recrutement liées à l'exploitation sexuelle avec nos jeunes adolescents ?*
- *Nos jeunes sont-ils suffisamment outillés pour faire face à ce type de demande provenant d'un pair ou d'un inconnu ?*



Tableau 3-Envoi d'une photo/vidéo de sa propre initiative

	Envoi d'une photo/vidéo de sa propre initiative	
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	18 jeunes (0.9%)	
Drummondville et les environs	27 jeunes (1.3%)	
Arthabaska/Érable	27 jeunes (1.3%)	
Total	72 jeunes (3.6%)	

Bien que le nombre soit plus petit, 72 jeunes (3,6%) nomment avoir, de leur propre initiative, envoyé une photo ou une vidéo à caractère sexuel moyennant rétribution.

Réflexion

- *Les jeunes sont-ils conscients que cet échange de service est en fait, de l'exploitation sexuelle ?*
- *Qui sont ces jeunes et quelles étaient alors leurs réelles motivations ?*

Utilisation des réseaux sociaux

Publication de contenu à caractère sexuel

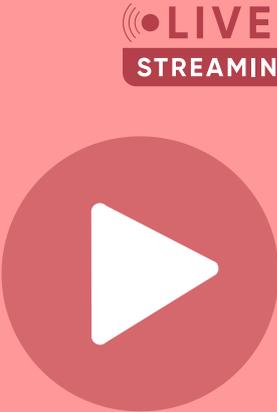
Depuis plusieurs années, divers RSN servent à publier du contenu à caractère sexuel, que ce soit leur principale vocation ou non. Bien qu'un bon nombre de systèmes soit mis en place afin d'encadrer l'accès des jeunes de moins de 18 ans sur les sites internet, les techniques ne sont pas sans failles. De plus, plusieurs plateformes non prévues à cet effet servent, elles aussi, à de la publication de contenu à caractère sexuel, et cela, malgré les vérifications des modérateurs sur les sites. Selon les résultats obtenus, 1 jeune sur 10 se serait fait approcher par une tierce personne afin de l'inciter à afficher sur le web son corps nu ou partiellement habillé en échange de rétribution. De plus, 34 jeunes auraient par eux-mêmes utilisé une plateforme afin de publier du contenu à caractère sexuel.

Tableau 4-Demande de publication de contenu à caractère sexuel sur les RSN

	Se sont fait proposer de l'aide pour publier du contenu sur RSN	Ont accepté la proposition
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	43 jeunes (2.1%)	4 jeunes (9.3% des 43)
Drummondville et les environs	95 jeunes (4.7%)	3 jeunes (3.2% des 95)
Arthabaska/Érable	62 jeunes (3.1%)	5 jeunes (8.1 % des 62)
Total	200 jeunes (10%)	12 jeunes (6% des 200)



Tableau 5-Ont publié du contenu à caractère sexuel par eux-mêmes sur les RSN

	Ont publié du contenu à caractère sexuel par eux-mêmes sur les RSN	
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	9 jeunes (0.4%)	
Drummondville et les environs	12 jeunes (0.6%)	
Arthabaska/Érable	13 jeunes (0.6%)	
Total	34 jeunes (1.7%)	

Proposition de relation ou de contact sexuel

Cent soixante-dix-neuf jeunes se sont fait proposer de l'aide par une tierce personne afin d'afficher sur les RSN une offre de relation ou de contact sexuel en échange de rétribution. Sur les 179 jeunes rejoints par cette proposition, 23 (1 personne sur 13) ont accepté (8 garçons, 11 filles, 4 Non binaires-Genderfluids). D'autre part, 34 jeunes ont utilisé les RSN par leur propre initiative, afin de promouvoir leurs propres services sexuels moyennant rétribution.

Tableau 6-Proposition de relation ou de contact sexuel sur les RSN

	Se sont fait proposer de l'aide pour afficher une offre de relation/contact sexuelle sur les RSN	Ont accepté la proposition
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	41 jeunes (2 %)	3 jeunes (7.3% des 41)
Drummondville et les environs	79 jeunes (3.9 %)	8 jeunes (10.1 % des 79)
Arthabaska/Érable	59 jeunes (2.9%)	12 jeunes (20.3% des 59)
Total	179 jeunes (8.9%)	23 jeunes (12.8% des 179)



Tableau 7- Ont publié une offre de relation/contact sexuel par eux-mêmes sur les RSN

	Ont publié une offre de relation/contact sexuel par eux-mêmes sur les RSN	
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	7 jeunes (0.3%)	
Drummondville et les environs	9 jeunes (0.4%)	
Arthabaska/Érable	13 jeunes (0.6%)	
Total	29 jeunes (1.4%)	

Réflexion

- *Y a-t-il suffisamment d'éducation et de prévention faites sur l'utilisation des RSN auprès des jeunes ?*
- *Les jeunes sont-ils conscients des risques liés à l'affichage de services sexuels sur les RSN ?*
- *Les jeunes sont-ils au courant des lois relatives à l'échange de service sexuel ?*
- *La prévention liée à l'utilisation des RSN et aux risques de recrutement est-elle faite suffisamment tôt dans le parcours des jeunes ?*

Relation sexuelle en échange de rétribution

Soixante-huit jeunes ont, de leur propre initiative, eu une relation sexuelle (avec ou sans pénétration) moyennant rétribution (34 filles, 27 garçons, 7 personnes non-Binaires/genderfluids). Ici, il n'est toutefois pas précisé par quel médium (réseaux sociaux versus en personne) les jeunes ont proposé cet échange.

Tableau 8-Relation sexuelle en échange de rétribution

	Ont par eux-mêmes choisi d'avoir une relation/contact sexuel en échange de rétribution	
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	17 jeunes (0.8%)	
Drummondville et les environs	30 jeunes (1.5%)	
Arthabaska/Érable	21 jeunes (1%)	
Total	68 jeunes (3.4%)	

 **Sur les 68 jeunes, 58 avaient entre 12 et 17 ans**



Contrairement à l'énoncé précédent abordant une certaine autonomie dans l'échange de service sexuel proposé par les jeunes, le deuxième élément traite plutôt de la définition même de l'exploitation sexuelle soit, en impliquant une tierce personne dans la situation. C'est-à-dire qu'un.e proxénète propose à un.e jeune d'avoir une relation sexuelle avec un.e client.e en échange de l'un des éléments notés ci-haut. En ce sens, 18.3 % des jeunes (N = 367) se sont fait proposer d'offrir leurs services sexuels en échange de rétribution et 15% de ces jeunes (N = 55) ont accepté la proposition.

Sur les 367 jeunes ciblés, 325 sont de jeunes filles qui ont été approchées soit par un.e client.e ou par un.e proxénète. Tel que mentionné dans la section 2 - *Le vocabulaire*, l'échange de service sexuel chez les personnes mineures ne peut être considéré comme un choix libre et volontaire et se veut donc automatiquement de l'exploitation sexuelle.

Tableau 9- Une tierce personne leur a proposé d'offrir une relation/contact sexuel

	Une tierce personne leur a proposé d'offrir une relation/contact sexuel	Ont accepté la proposition
Nicolet/ Bécancour-Yamaska	97 jeunes (4.8 %)	16 jeunes (16% des 97)
Drummondville et les environs	139 jeunes (7%)	19 jeunes (14% des 139)
Arthabaska/Érable	131 jeunes (6.5%)	20 jeunes (15% des 131)
Total	367 jeunes (18.3%)	55 jeunes (15% des 367)




Sur les 55 jeunes ayant accepté la proposition, 45 avaient entre 12 et 17 ans

Réflexion

- Ces jeunes sont-ils connus des intervenant.e.s ?
- Ont-ils accès à des services spécialisés en exploitation sexuelle dans la région ?
- Sommes-nous en mesure de bien détecter la problématique chez nos jeunes ?
- La question du consentement est-elle suffisamment abordée et comprise par les jeunes ?
- Les jeunes ayant accepté la proposition ont-ils eu accès à de la prévention ?



L'âge des jeunes la première fois qu'ils ont été confrontés à une situation décrite ci-haut

59 % des jeunes ayant répondu de façon positive à l'une ou l'autre de ces questions nomment avoir eu entre 14 et 15 ans la première fois où une telle situation est survenue, 35% avaient entre 12 et 13 ans, 24% entre 16 et 17 ans, 10 % avaient moins de 12 ans et 5% avaient entre 18 et 30 ans.

Figure 1- L'âge des jeunes la première fois qu'ils ont été confrontés à une situation décrite ci-haut

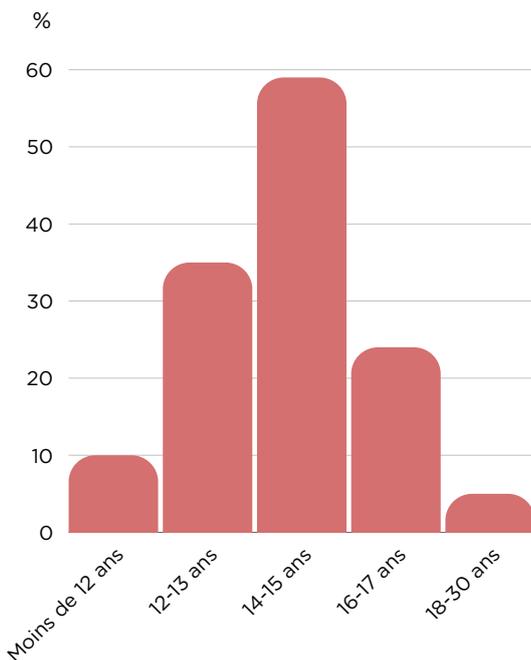
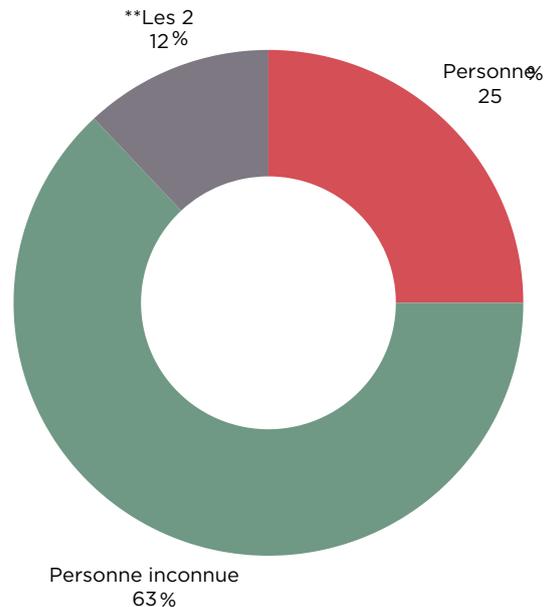


Figure 2- Statut de la tierce personne

***Les 2 signifient que les jeunes ont été approchés par un inconnu et par une personne de son entourage.*



Dans 63 % des cas, l'individu ayant fait une proposition relative à un échange de service sexuel était inconnu du jeune. Il est donc possible de supposer que, dans la majorité des cas, il s'agissait d'une approche via les réseaux sociaux.

Réflexion

- En fonction de l'âge lors de la prise de contact, les méthodes de recrutement sont-elles les mêmes?
- La prévention liée à l'exploitation sexuelle est-elle faite suffisamment tôt dans le parcours scolaire des jeunes ?



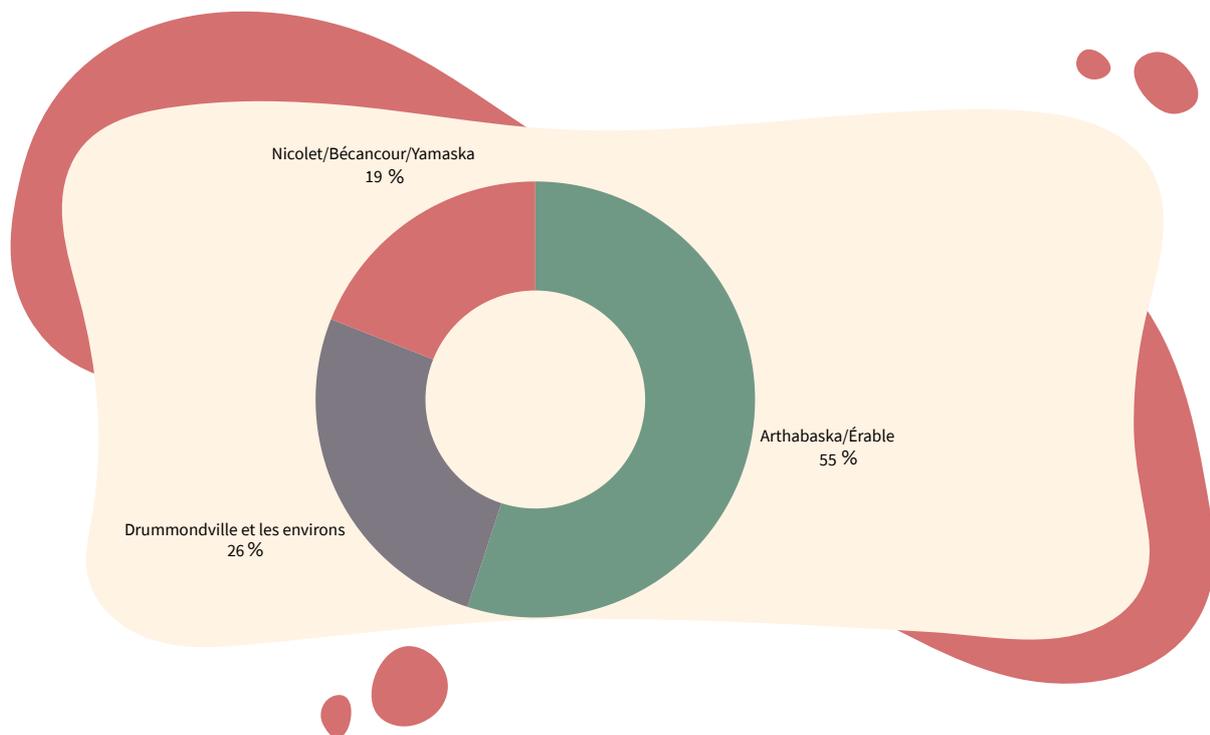
6. LES OBSERVATIONS RAPPORTÉES DES INTERVENANT.E.S

Un questionnaire différent a été envoyé à différent.e.s intervenant.es travaillant auprès de la clientèle adolescente et jeunes adulte du Centre-du-Québec. La consigne donnée était qu'une seule personne par équipe le complète afin d'éviter les biais. Cette personne devait donc sonder ses collègues afin de comptabiliser le nombre de personnes différentes rencontrées, évitant ainsi les doublons. Au total, 42 réponses ont été obtenues des différents partenaires. Comme il n'était pas demandé aux milieux de nommer le nom des organisations, il est possible d'estimer qu'une trentaine d'organisations ont répondu aux questionnaires.

Résultats

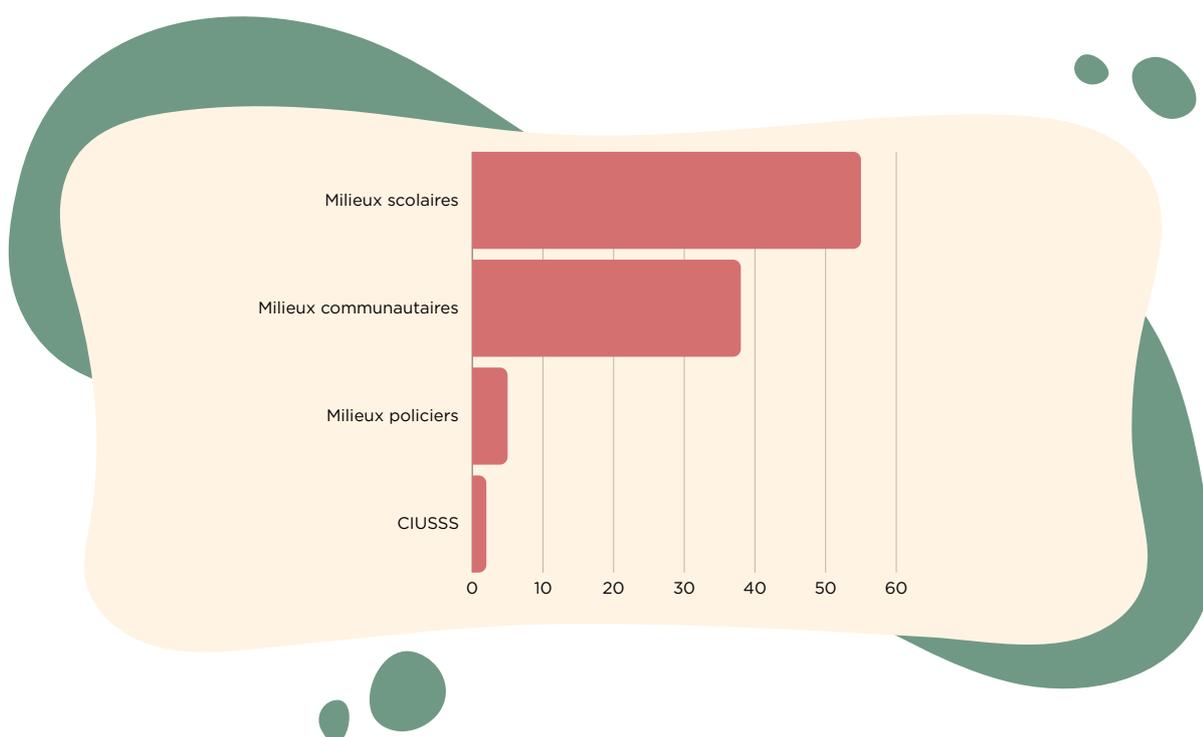
La figure ci-dessous montre une surreprésentation du secteur Arthabaska avec 55 % des réponses. Il est possible de croire que cet écart est dû au fait que le secteur a fortement interpellé le service de soutien clinique à la suite des formations afin de déployer, tant en prévention qu'en intervention, un filet de sécurité auprès des jeunes, et donc, qu'il se soit senti davantage interpellé lors de l'envoi des questionnaires.

Figure 3- Nombre de réponses chez les intervenants



Dans la figure suivante représentant la provenance des différentes réponses au questionnaire, il est possible de percevoir que les milieux scolaires sont représentés à 55 % contrairement aux CIUSSS (2 %) et aux milieux policiers (5 %). Pour ce qui est des différents milieux communautaires, ils sont représentés à 38 %. Il est possible de croire que les milieux scolaires ont été interpellés par le fait que les questionnaires étaient passés en majeure partie dans leur école, donc bien au fait du projet mis en place afin d'évaluer la problématique, ce qui pourrait expliquer l'écart entre les divers milieux.

Figure 4- Provenance des réponses des intervenants



Partage de photos et/ou vidéos à caractère sexuel

Les intervenant.e.s ont rapporté que 52 jeunes se sont fait proposer d'envoyer une photo ou une vidéo à caractère sexuel moyennant rétribution. Sur ce nombre, 69% d'entre eux étaient mineurs. Sur les 52 situations rapportées, plus d'une personne sur 2 avait été approchée par une tierce personne. Finalement, 21% de ces situations ont été rapportées via les milieux scolaires.

- Rappelons-nous que 158 jeunes ont mentionné avoir échangé une photo ou une vidéo en échange de rétribution.



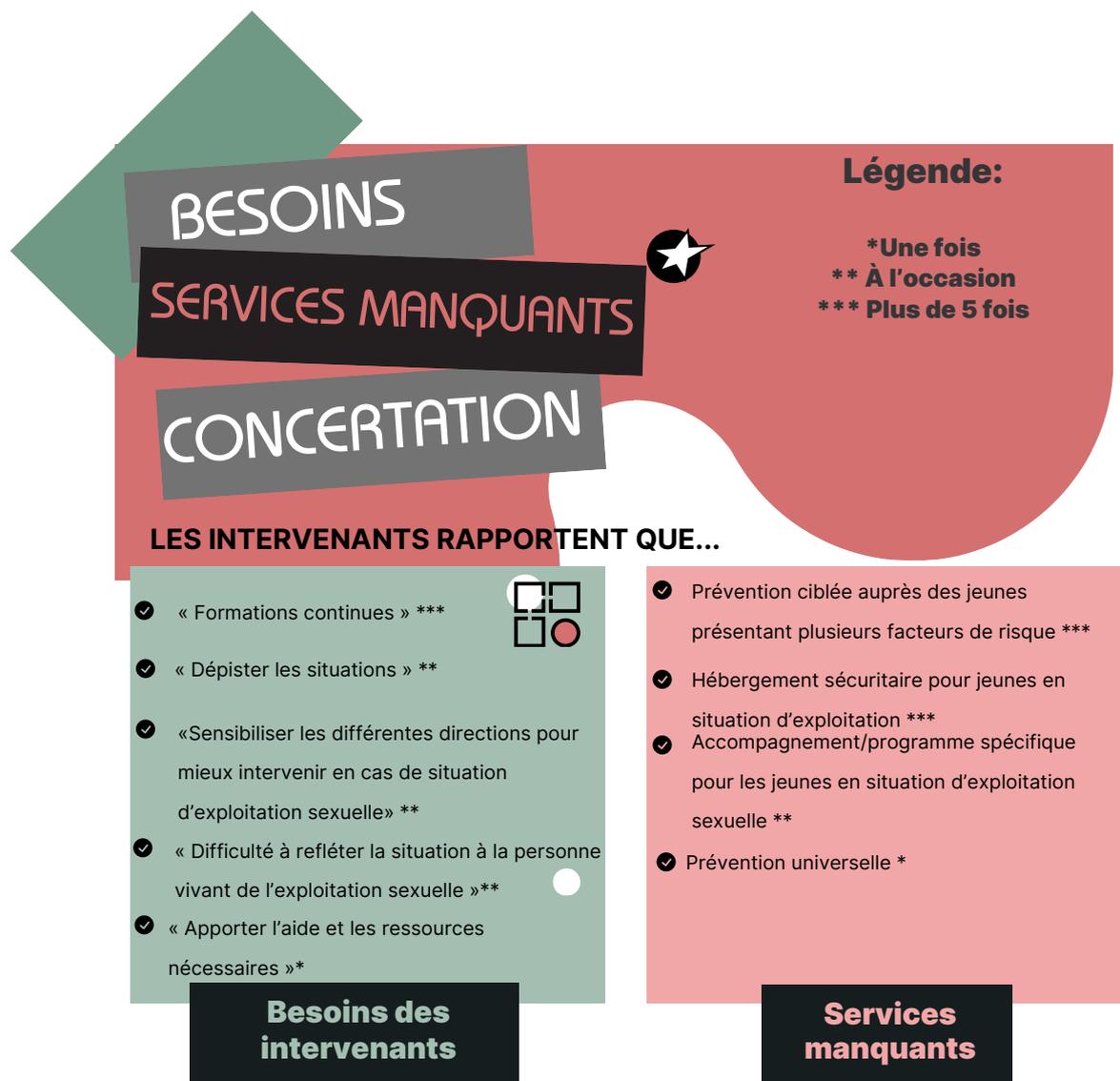
Relation sexuelle et/ou contact sexuel moyennant rétribution

Trente-neuf 39 situations ont été rapportées par les intervenant.e.s et 56 % d'entre elles concernaient des mineurs. Sur les 39 situations, trois personnes sur quatre impliquaient une tierce personne, soit une personne proxénète. Il est à noter que deux intervenant.e.s ont indiqué ne pas être en mesure de répondre à la question. Au total, 23% de ces situations ont été rapportées via les milieux scolaires.

- Rappelons-nous que 123 jeunes ont mentionné avoir eu une relation ou un contact sexuel, que ce soit par eux-mêmes ou pour donner suite à une demande.

Besoins et services manquants

Quels sont les besoins des intervenant.e.s afin de répondre le plus adéquatement possible aux besoins de la clientèle et quels sont les services manquants dans la région ? Le tableau ci-dessous rapporte les 42 réponses obtenues de la part des milieux.



La concertation

Sachant que la concertation est la clé des interventions en contexte d'exploitation sexuelle, il a été demandé aux intervenant.e.s s'ils avaient travaillé en partenariat lors des situations précédemment rapportées. Sur les 24 réponses obtenues où il était mentionné de situation d'exploitation sexuelle, 19 ont mentionné avoir travaillé en concertation alors que les 5 autres nomment ne pas avoir été en mesure de le faire pour des raisons qui leur semblaient hors de leur contrôle.

Malgré tous les efforts déployés par les intervenant.e.s, un des enjeux majeurs qui ressort est celui de la confidentialité. La problématique d'exploitation sexuelle doit se travailler en partenariat afin d'offrir à la personne des services complémentaires. Toutefois, il est aussi souhaitable d'éviter à la personne victime de raconter son histoire à plus d'une reprise. Comme les intervenant.e.s sont tenus par la loi sur la confidentialité, il leur est impossible d'échanger les informations nominatives de la personne rencontrée, sauf avec l'autorisation de celle-ci. Aussi, il est rapporté par certains milieux policiers qu'il peut être difficile d'avoir accès à de l'information quant aux dossiers portant sur l'exploitation sexuelle. Un des défis liés à la problématique d'exploitation sexuelle est le déplacement des personnes victimes à travers différentes régions. En ce sens, il peut être difficile pour les différentes instances policières d'échanger des informations en contexte d'urgence. Ces enjeux demeurent des obstacles importants afin d'optimiser l'aide apportée aux victimes.



7. LES ACTIONS SUR LE TERRITOIRE ET LES CONSTATS

La section précédente fait état des situations d'exploitation sexuelle vécue sur le territoire. Ces chiffres ont engendré certaines réflexions quant aux actions à déployer afin d'agir sur la problématique. Afin de faciliter la lecture du rapport, nous aborderons dans un premier temps les actions actuellement mises en place au Centre-du-Québec puis, dans un deuxième temps, les améliorations souhaitées afin d'agir tant en prévention qu'en intervention. En ce sens, les actions rapportées seront classées en fonction des 2 paliers d'intervention suivants.

-  **Promotion/Prévention:** Diffusion d'information à la population générale et déploiement de mesure de protection et de détection à une clientèle à risque
-  **Intervention :** Action d'intervention spécifique à une clientèle spécifique

Il est à noter qu'une action peut se qualifier tant en promotion/prévention qu'en intervention, mais le classement ci-bas sera en fonction du mandat principal de l'action déployée.

La recension inscrite ci-bas représente les organismes ayant à même leur service, un volet sur l'exploitation sexuelle. Toutefois, plusieurs autres organismes au Centre-du-Québec sont outillés et offrent du soutien tant auprès des personnes victimes que des proches à travers leur mission.

Les actions de la Table régionale de concertation sur l'exploitation sexuelle des jeunes - Centre-du-Québec

La Formation

La formation intitulée Prévention et intervention en contexte de prostitution & d'exploitation sexuelle permet aux intervenant.e.s de développer leur savoir, savoir-faire et savoir-être. Notamment, elle permet de dépister les situations d'exploitation sexuelle sur le territoire puis d'intervenir en fonction des bonnes pratiques (voir annexe 5). Les intervenant.e.s qui ont fait la formation susnommée ont par la suite accès à la formation continue soit divers webinaires et journées de réflexion permettant de parfaire leurs connaissances sur la thématique de l'exploitation sexuelle.



Le Soutien clinique

Des comités cliniques mensuels ont été mis sur pied afin de travailler en concertation avec différents intervenant.e.s du milieu. Le mandat était de soutenir les intervenant.e.s dans leurs actions, connaître les différents services offerts lors de situations d'exploitation sexuelle et identifier les partenaires clés dans le milieu où la situation a été rapportée (filet de sécurité). Les comités cliniques se transformeront en comité des PIVOTS dès l'automne 2024.

Le Pivot en exploitation sexuelle est une personne-ressource qui sera contactée par les différent.e.s intervenant.e.s d'un secteur ciblé lorsqu'ils se retrouvent face à une situation d'exploitation sexuelle. L'objectif sera de supporter l'intervenant.e dans son rôle face à la situation en fonction des bonnes pratiques. Une communauté de pratique sera déployée et se voudra un espace de partage des préoccupations communes, de consolidation d'expertises, d'échanges entourant les différents enjeux régionaux et de développement des nouveaux savoirs.

Finalement, comme mentionné dans la section précédente, une offre de soutien clinique est déployée aux intervenant.e.s et aux équipes d'intervention ayant un besoin à ce niveau. Malgré le fait que la Table de concertation ne soit pas financée pour la région de la Mauricie, cette dernière croit en l'importance de la concertation entre la Mauricie et le Centre-du-Québec et c'est pourquoi l'équipe de soutien clinique a offert des services dans la région de la Mauricie à quelques reprises.

Programme Selfie

Le programme Selfie vise à travailler les facteurs de protection en prévention de l'exploitation sexuelle chez les jeunes filles de 12 à 17 ans présentant de facteurs de risque à l'exploitation sexuelle. Ce programme volontaire est offert dans les écoles secondaires et les centres jeunesse depuis 2023 et se divise en neuf rencontres sur des thèmes tels que l'estime de soi, les relations saines, la sexualité positive, etc.

Projet Fait pas L'autruche

Les ateliers Fait pas l'autruche sont déployés dans les centres jeunesse ainsi que les milieux communautaires. Ils sont offerts tant à la clientèle juvénile qu'adulte. Ce sont des ateliers d'information et de prévention qui portent sur des thématiques pouvant avoir un lien avec l'exploitation sexuelle tels que l'extorsion, la pornographie, l'hypersexualisation, etc.



Les actions des différentes organisations

Le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)

Le CAVAC du CDQ couvre le territoire de Drummondville et d'Arthabaska-Érable. Le territoire de Bécancour, Nicolet-Yamaska, est couvert par le CAVAC de la Mauricie. Les intervenant.es offrent des rencontres psychosociales aux personnes victimes d'exploitation sexuelle ainsi qu'un suivi au niveau de l'état de choc post-traumatique souvent développé chez les personnes victimes. Depuis 2018, une agente de liaison en violence sexuelle fait essentiellement des suivis auprès des personnes victimes d'exploitation sexuelle et leurs proches.

En plus d'offrir de l'accompagnement et du soutien lors du processus judiciaire, il est à noter que le CAVAC fait partie du projet pilote des tribunaux spécialisés en matière de violence sexuelle et de violence conjugale. Ce projet vise à rebâtir la confiance des personnes victimes lors des processus judiciaires (Cloutier, M. (2020)).

Le Centre d'aide et de lutte contre Les agressions à caractère sexuel (CALACS)

Au Centre-du-Québec, deux CALACS couvrent l'ensemble du territoire soit, le CALACS La Passerelle et le CALACS Unies-Vers-Toi. Ces deux organismes offrent un service d'intervention individualisée sur une base volontaire. Des services psychosociaux sont proposés à la clientèle. Ils offrent un soutien quant à la mise en place d'un filet de sécurité entourant la personne victime et travaillent en concertation avec les différents partenaires (CIUSSS, organismes communautaires, milieux scolaires, etc.). Ces deux CALACS offrent également des ateliers dans certaines écoles participatives de la région.

- Le CALACS La Passerelle qui couvre Drummondville et Nicolet, déploie dans les écoles secondaires participantes le programme provincial Empreinte. Ce programme offre des ateliers de prévention et de sensibilisation sur différents thèmes liés aux agressions sexuelles. Plus spécifiquement, un atelier portant sur la thématique de l'exploitation sexuelle est offert aux classes de secondaire 4.
- Le CALACS Unies-Vers-Toi, qui couvre Arthabaska/Érable et Bécancour/Yamaska, offre également une série d'ateliers de prévention et de sensibilisation dans les écoles participantes. Ceux liés à la thématique de l'exploitation sexuelle sont offerts en secondaire 3 et 4 et portent, entre autres, sur le recrutement via les réseaux sociaux, l'autoexploitation sexuelle, le respect de ses limites, etc.



L'organisme Emphase MCQ

Emphase MCQ est un organisme qui offre différents services aux personnes de 14 ans et plus s'identifiant au genre masculin ayant vécu un abus sexuel. Les intervenant.e.s offrent du soutien individuel ainsi que des rencontres de groupe. Ils font également de la sensibilisation auprès de la clientèle masculine tant auprès de la population générale que dans différents établissements (organismes communautaires, établissement scolaires, CIUSSS, etc.).

Le CIUSSS de La Mauricie et Centre-du-Québec- Centre jeunesse

Au sein des Centres jeunesse, un comité clinique est mis en place pour les jeunes victimes d'exploitation sexuelle afin d'assurer une concertation des services offerts et une réponse à l'ensemble des besoins. Au sein de leurs unités, des ateliers de prévention tels que le programme Selfie et les ateliers Fait pas l'autruche sont offerts aux jeunes ciblés.

L'escouade intégrée de lutte contre Le proxénétisme (EILP)

L'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) est une structure d'enquête unifiée au sein de laquelle les organisations policières travaillent de façon concertée afin de lutter efficacement contre le proxénétisme, la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile, et ce, de l'échelle régionale à l'internationale (Gouvernement du Québec).

- Programme les Survivantes

L'EILP est une structure d'enquête unifiée au sein de laquelle les organisations policières travaillent de façon concertée afin de lutter efficacement contre le proxénétisme, la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et la prostitution juvénile et ce, de l'échelle régionale à internationale (Gouvernement du Québec).

Les actions en Soutien aux proches (famille et amis)

L'échange de services sexuels (travail du sexe, prostitution, exploitation sexuelle, etc.) peut également avoir un impact significatif dans la vie des proches (familles et amis). Bien que plusieurs organismes puissent aider les proches à travers leur mission, voici les trois détenant le volet spécifique à travers leur mission :

- CAVAC: Groupe de soutien virtuel destiné aux proches/parents d'une personne en situation d'exploitation sexuelle.
- CALACS La Passerelle et CALACS Unies-Vers-Toi: Des rencontres de suivi, d'information et/ou de soutien peuvent être offertes.
- Emphase MCQ: Des rencontres sont offertes aux proches des victimes.



Les constats émis suite à la passation des questionnaires jeunes et intervenants

L'exploitation sexuelle, pas seulement une affaire de filles!

Un élément frappant dans ce rapport est la pluralité des genres impliqués dans les situations. Autrement dit, l'exploitation sexuelle ne touche pas seulement les filles ! Par exemple, 23 jeunes ont accepté l'aide d'une tierce personne afin d'afficher une offre de relation sexuelle et/ou un contact sexuel sur les réseaux sociaux. De ce nombre, un nombre similaire de garçons et de filles ont été relevés. Toujours dans le même ordre d'idée, 68 jeunes ont, de leur propre initiative, eu une relation ou un contact sexuel moyennant rétribution. À cet énoncé, un nombre similaire de garçons et de filles (34 filles, 27 garçons) ont répondu positivement. Enfin, 17 garçons contre 12 filles ont utilisé les réseaux sociaux afin de proposer une relation sexuelle moyennant rétribution.

Surreprésentation des personnes non-Binaires/genderfluids

Sur les 2006 jeunes rencontrés dans le cadre de cette étude, seul 1,4 % s'identifient comme non-binaire/genderfluid (soit 29 jeunes). Pour autant, 17% d'entre eux se sont fait proposer d'envoyer une photo ou une vidéo à caractère sexuel moyennant rétribution et ont accepté l'offre (contrairement à 10% des filles). Toujours dans le même ordre d'idée, 14% des jeunes non-Binaires/genderfluids ont répondu avoir accepté l'aide d'une tierce personne afin d'afficher une offre de relation ou de contact sexuel sur les réseaux sociaux contrairement à 0,5 % des filles. Enfin, 14% des jeunes non-Binaires/genderfluids admettent avoir, de leur propre gré, eu une relation sexuelle en moyennant rétribution contrairement à 3,4 % des filles. En ce sens, il est impossible de passer sous silence la surreprésentation des personnes non-Binaires/genderfluids chez les personnes à risque d'exploitation sexuelle.

Le Large spectre du recrutement

39 % des jeunes (N = 790) rejoints dans le cadre de ce projet nomment s'être fait proposer de partager une photo ou une vidéo à caractère sexuel en moyennant rétribution. Un chiffre marquant de cette évaluation qui démontre l'ampleur de la problématique.

Tel que cité précédemment, 880 jeunes ont été confrontés à l'un ou l'autre des énoncés abordés dans le questionnaire, sur ce nombre, 59 % d'entre eux avaient entre 14 et 15 ans lors de leur première fois alors que 35 % avaient entre 12 et 13 ans.

Un.e proxénète ou un.e client.e

Ce sont 836 jeunes qui ont mentionné avoir été contactés par une tierce personne et/ou un.e client.e potentiel.le afin d'avoir un échange de services sexuels. Quant aux intervenant.e.s, ces



derniers rapportent que 55 jeunes avaient une tierce personne d'impliquée dans les situations d'exploitation sexuelle dans lesquelles ils sont intervenus. Lorsque nous avons demandé aux jeunes ce qu'était l'exploitation sexuelle, la majorité des exemples ressortis étaient en lien avec la série télévisuelle *Fugueuse*, où une tierce personne vend les services sexuels d'une autre sans son consentement. En revanche, lorsqu'ils étaient questionnés à savoir ce qu'il pensait de l'exemple « échanger une fellation contre de la Wax pen » ces derniers mentionnaient que ce n'était pas de l'exploitation sexuelle puisqu'il s'agit là de gestes consentis. Bien que la situation puisse sembler dans l'intérêt de chacun des partis, il s'agit tout de même d'une situation d'achat de service sexuel d'un mineur et, donc, d'exploitation sexuelle. Cette désinformation amène une certaine forme de désensibilisation chez les jeunes, voire une banalisation de la problématique participant ainsi à une certaine forme de glorification de l'exploitation sexuelle.

Les réseaux sociaux

L'autre élément important qui ressort de cette étude est celui des RSN et de leur utilisation. Lors de la passation du questionnaire, les jeunes ont été questionnés sur leur connaissance entourant l'exploitation sexuelle, mais également sur leur connaissance du fonctionnement d'un algorithme des médias sociaux. Lors des sondages à main levée, faits dans chacune des classes, plus d'un.e jeune sur trois a mentionné avoir une méconnaissance sur le sujet. Dans leur quotidien, plusieurs applications se présentent à eux telles que Tinder, Grindr, Facebook, Instagram, TikTok, etc., et chacune d'elles a un mode d'emploi bien distinct avec une politique de confidentialité différente. La croyance populaire laisse à penser que les jeunes sont bien outillés pour naviguer sur les réseaux sociaux et, pourtant, ce chiffre nous dévoile qu'ils ont grandement besoin d'éducation sur le sujet.

À ce jour, la prévention faite face aux RSN est la plupart du temps liée au risque de dépendance chez les jeunes, voire même, à une certaine forme de démonisation de l'utilisation des plateformes. L'étude « Ça accélère tout » : Enquête sur le rôle des réseaux sociaux et des technologies dans l'expérience prostitutionnelle des mineures (2022) dénonce ce constat et appuie plutôt sur l'importance d'initier nos jeunes le plus tôt possible aux discussions entourant les RSN afin que ces derniers développent le réflexe de se questionner face à ces outils et aux différents impacts de ceux-ci dans leur vie.

Aucun secteur en tête de liste

Lorsque nous comparons l'ensemble des chiffres du questionnaire entre les regroupements de municipalités, les trois secteurs ressortent tous sensiblement équivalents. Bien que nous ayons pu initialement penser que, Drummondville étant une ville sensiblement plus densifiée, elle serait davantage touchée que les deux autres secteurs, les chiffres eux, n'appuient pas cette hypothèse.



On remarque d'ailleurs que lorsqu'il est question d'une tierce personne dans le questionnaire (ex : Une tierce personne a proposé son aide pour afficher du contenu à caractère sexuel en échange de ...), les jeunes du secteur Arthabaska-Érable ayant accepté la proposition, ressortent majoritaires.

Un écart entre Les situations rapportées

Les données rapportées par le service de police ainsi que par les intervenant.e.s via les questionnaires semblent non représentatives des situations réelles rapportées par les jeunes. Est-ce parce que les jeunes ne portent pas plainte par peur de représailles ? Est-ce parce que ces derniers ne font pas confiance aux divers services ? Est-ce parce qu'ils ne se perçoivent pas comme victime ? Est-ce parce que l'idée de devoir se remémorer l'ensemble des événements traumatiques est impensable ? L'ensemble de ces suppositions peuvent expliquer l'écart entre les données recueillies par les jeunes, les intervenant.es et le milieu policier, en plus de faire augmenter le chiffre noir dans les cas d'exploitation sexuelle. Le sachant, cette donnée demeure importante à prendre en compte dans ce rapport.

Concertation

Les situations d'exploitation sexuelle nécessitent un délicat travail de concertation puisque la problématique touche différents aspects de la vie de la personne victime (ex. : dépendance, ITSS, centre de réhabilitation, etc.). Afin d'en arriver à un meilleur partenariat qui fera office de filet de sécurité pour les personnes victimes, nous devons aller au-delà des préjugés liés aux fonctions et/ou mandats de tout un chacun. En ce sens, la concertation est un travail qui se bâtit sur une base de confiance et d'apprentissage de longue durée. Lorsque nous examinons les réponses aux questionnaires fournies par les intervenant.e.s, nous remarquons non seulement un fort intérêt, mais, également, un bon taux de présence de ces derniers à la concertation régionale. Ce travail mis en place depuis maintenant quelques années porte déjà fruit lorsqu'il est question d'intervenir dans des situations complexes et nous croyons qu'il gagnera en efficacité avec le temps et l'énergie déployée par ses membres.

Il existe différents paliers de concertation (voir encadrer ci-bas). Au Centre-du-Québec, la concertation est présente depuis plusieurs années ayant permis de nombreuses actions tant en prévention qu'en intervention. D'un autre côté, l'action concertée est déployée via les comités cliniques, et depuis tout récemment, par le déploiement des intervenants pivots. À ce jour, aucune action concertée intégrée n'est mise en place sur le territoire pour la problématique d'exploitation sexuelle.



“

Une concertation est un trajet où chacun des partenaires avance de façon parallèle vers un objectif commun, se rencontre à l'occasion pour discuter de la problématique, mais sans influencer sur la trajectoire de l'autre.

En action concertée, les partenaires travaillent ensemble sur une problématique tout en gardant sa propre identité.

L'action concertée intégrée implique que chaque acteur impliqué est transformé au contact de l'autre, créé collectivement une nouvelle identité et travaille ensemble pour un objectif commun. La force de cette formule est que chaque acteur apporte sa touche et sa couleur au projet.

<https://www.programmespheres.ca/le-programme/>

”



8. DES OPPORTUNITÉS D'AMÉLIORATION



Bien que plusieurs organismes soient financés à la mission tant pour des volets en prévention qu'en intervention en contexte d'exploitation sexuelle et que leurs actions mises en place répondent à divers besoins, plusieurs services restent manquants en ce qui a trait à l'intervention directe auprès des jeunes en situation d'exploitation sexuelle. En ce sens, aucun service d'hébergement spécifique n'est accessible dans la région, pas plus qu'aucun groupe de support, ni projet d'intervention concerté intégré ne sont actuellement mis en place pour les jeunes confrontés à la problématique d'exploitation sexuelle. Par ailleurs, malgré le fait que 4 organismes en travail de rue existent au Centre-du-Québec, les services ne couvrent malheureusement pas l'ensemble des municipalités de la région. Que ce soit pour des raisons de grandeur du territoire, d'enjeux de financement ou de pénurie de personnel, il n'en demeure pas moins que certains jeunes n'ont pas accès à un travailleur(se) de rue en cas de besoin.



Le cours Culture et citoyenneté québécoise (CCQ) implanté depuis l'automne 2024 se charge d'offrir les notions d'éducation à la sexualité globale, positive et inclusive. Étant une avenue intéressante et prometteuse permettant aux élèves d'apprendre diverses notions sur le présent sujet, le cours se charge d'enseigner le développement de l'esprit critique face à l'ensemble des contenus auxquels les jeunes peuvent être confrontés.

Bien que la loi sur l'instruction publique 2024-2025 a précisé certaines modalités obligatoires concernant les ateliers de prévention et de sensibilisation en éducation à la sexualité, les directions sont libres de choisir comment et par qui les notions seront abordées. De plus, malgré l'offre de formation non obligatoire adressée au personnel enseignant dans le but de les outiller à aborder les notions d'éducation à la sexualité dans le cadre du programme CCQ, une faible proportion d'enseignants semble y avoir participé.

À cet égard, l'imposition d'une formation obligatoire aux enseignants offrant le cours CCQ en plus d'un arrimage avec les organismes détenant cette expertise permettrait aux jeunes du Centre-du-Québec, indépendamment de leur lieu d'éducation, d'avoir accès à un contenu pédagogique complet et validé en matière d'éducation à la sexualité en plus d'avoir accès aux intervenants spécialisés sur le sujet.





Le référent ÉKIP propose que les notions liées au consentement sexuel soient abordées en secondaire 3. Sachant que 35% des jeunes ayant répondu Oui à l'un des éléments du questionnaire avaient entre 12 et 13 ans la première fois qu'ils ont été confrontés à une situation d'exploitation ou d'échange de services sexuels, serait-il souhaitable que les notions de consentement soient vues plus tôt dans le cursus scolaire des adolescents ? Par ailleurs, bien que les jeunes soient informés rapidement que le consentement ne peut être valide en situation d'exploitation sexuelle, encore faut-il qu'ils se reconnaissent comme étant dans cette situation. Malheureusement, l'ensemble des informations sur cette problématique n'est abordé qu'en secondaire 3 ou 4.



L'exploitation sexuelle engendre une certaine confusion dans les dédales administratifs du CIUSSS Mauricie-Centre-du-Québec. En plus d'avoir un roulement d'intervenants pour l'ensemble des actions de concertation déployées dans la région, il n'y a à ce jour aucune personne répondante de désignée pour chacune des étapes de l'intervention du DPJ en matière d'exploitation sexuelle. Ce constat amène une difficulté chez les intervenants à travailler en concertation avec les personnes œuvrant pour cette institution.



Les situations d'exploitation sexuelle peuvent amener une victime à être déplacée sur différents territoires. À elle seule, la région du Centre-du-Québec détient 5 postes de police de la sûreté du Québec et un corps de police des Abénakis afin de couvrir les grandes municipalités (Drummond et les environs, Victoriaville, l'Érable, Nicolet/Yamaska, Bécancour et Wôlinak/Odanak). Chacun des postes peut, dans des contextes spécifiques, faire appel à l'EILP dans les dossiers liés à l'exploitation sexuelle. Il pourrait être bénéfique pour l'ensemble des organisations policières d'optimiser la communication et la collaboration quant aux informations transmises afin d'assurer un service optimal pour la personne victime ou à risque d'exploitation sexuelle.





Bien que l'ensemble des instances travaillent toutes dans une optique de protection et de bienveillance face à leur clientèle, le roulement de personnel, les difficultés de dépistage, le tabou entourant la problématique et la présentation urbanisée de l'exploitation sexuelle qu'en font les différents médias génèrent des enjeux liés aux déploiements d'actions concertées sur le territoire.

Sans en faire une présentation exhaustive, divers projets existent pourtant un peu partout au Québec afin de répondre aux besoins des jeunes vivant une situation d'exploitation sexuelle. Pour ne donner qu'un seul exemple, le projet Sphères visant à accompagner et soutenir les jeunes en situation d'exploitation sexuelle, existe dans la grande région montréalaise depuis 2017. Ce projet, déployé par l'Institut universitaire Jeunes en difficulté (IUJD) du CCSMTL, a pour objectif de répondre aux besoins fondamentaux des jeunes participants au programme, de diminuer les méfaits associés à la marchandisation des services sexuels, de leur permettre d'élaborer des projets de vie et d'améliorer leur bien-être global. Ayant su s'allier à divers acteurs du milieu communautaire et institutionnel, l'initiative se démarque par sa capacité à proposer aux jeunes une offre de services complètement diversifiée en cohérence avec leur rythme et répondant à leurs besoins. Mais pour ce faire, l'étroite collaboration entre les différentes instances est nécessaire, voire fondamentale à l'implantation d'un tel projet.



9. LES FORCES ET LES LIMITES DU PROJET

Les participants

L'une des forces de ce projet est le nombre de participants (N = 2006) rencontrés afin d'établir un portrait représentatif de la situation d'exploitation sexuelle chez les jeunes de 12 à 30 ans du Centre-du-Québec. À notre connaissance, peu d'études faites sur le sujet ont un nombre de participants aussi élevé. De plus, la représentativité en termes de genre est, elle aussi, une valeur ajoutée à la fiabilité des résultats obtenus. En effet, un nombre similaire de garçons et de filles ont été recensés, ce qui nous permet d'évaluer les similitudes et distinctions entre les deux genres.

Toutefois, aucun.e jeune de 12 et 13 ans n'a été rencontré dans le cadre de nos tournées de classe, car une autorisation parentale aurait été requise et la contrainte de temps était malheureusement présente. Cependant, afin de contrer ce biais, il a été demandé dans les questionnaires l'âge des jeunes la première fois qu'ils ont été confrontés à une situation décrite dans les questions précédentes. Toujours au niveau de l'âge des participants, il est à noter que la population de 18-30 ans est sous-représentée dans le questionnaire puisqu'une tournée des établissements collégiale aurait été nécessaire et, comme cité précédemment, le temps jouait en notre défaveur. Cette tranche d'âge a donc été rejointe via un seul établissement scolaire ayant répondu à l'appel ainsi que via des organismes communautaires ciblés accueillant cette clientèle.

Finalement, les jeunes des centres jeunesse scolarisés à l'interne n'ont pas été rencontrés pour des raisons organisationnelles. Il est à noter que cette population présente plusieurs facteurs de vulnérabilité pouvant augmenter les risques de vivre une situation d'exploitation sexuelle. Cependant, ceux scolarisés à l'externe ont pu être sondés via les classes des écoles secondaires rencontrées.

Standardisation du processus de passation des questionnaires

Comme mentionné précédemment, le questionnaire a été réfléchi et bâti par deux chargés de projet qui, par la suite, en ont fait la passation auprès de plus de 90 % des élèves recensés. L'ensemble des questions ont été lues à voix haute avec les étudiants et chacun d'eux a eu accès aux mêmes explications de manière à favoriser une standardisation dans la collecte de donnée. Le fait d'avoir passé les questionnaires dans les mêmes conditions augmente donc la fiabilité et la validité des résultats obtenus.



Toutefois, contrairement aux étudiants des écoles secondaires, les questionnaires envoyés à la clientèle adulte étaient, soit expliqués par un.e intervenant.e du milieu communautaire ou encore, dans le cas des étudiants au collégial, remplis de façon autonome par le participant via un lien web envoyé par le service des communications du cégep.

Enfin, il est important de mentionner que le questionnaire de type autorévéélé assure une totale confidentialité et anonymat des répondants permettant ainsi une certaine fiabilité au niveau de la véracité des propos rapportés tant par les intervenant.e.s que par les jeunes. Toutefois, nous ne pouvons passer sous silence le principe de désirabilité sociale retrouvé dans l'ensemble des études voulant que l'individu répondant puisse, malgré la confidentialité de la démarche, donner des réponses considérées socialement désirables, voire acceptables lorsqu'il répond à des enquêtes ou à des tests de personnalité.



10. LES RECOMMANDATIONS

 Promotion/Prévention

 Intervention

A. Axer la prévention sur l'utilisation des réseaux sociaux

Les recommandations liées aux RSN sont fortement inspirées de celles rapportées dans l'étude « Ça accélère tout » : Enquête sur le rôle des réseaux sociaux numériques et des technologies dans l'expérience prostitutionnelle des mineures. (Bourassa-Dansereau, Caterine, Millette, Mélanie et Côté, Martine B. (2022)

Développer des programmes de prévention et d'éducation aux RSN qui :

- Sensibilisent les jeunes sur les impacts des algorithmes de recommandation qui les surexposent au contenu associé à l'industrie du sexe et qui en normalisent sa sous-culture ;
- Outillent et informent les jeunes sur les différents paramètres techniques des plateformes afin qu'ils en fassent une utilisation sécuritaire ;
- Supportent les jeunes dans le développement de leur esprit critique face aux usages des RSN.

B. L'éducation à la santé sexuelle et affective

- Que des ateliers d'éducation à la sexualité soient offerts par un.e intervenant.e détenant l'expertise à l'ensemble des jeunes de la région (incluant les jeunes séjournant en centre de réadaptation). Recommandation 15 de la Commission sur l'exploitation sexuelle des jeunes ;
- Que les jeunes aient accès gratuitement à des rencontres d'intervention en santé sexuelle et affective, et cela, à même leur école secondaire ;
- Que matériel de protection et des services de dépistage soient accessibles à même les écoles secondaires.
- Que les enseignants du cours Culture et citoyenneté québécoise reçoivent des formations axées sur les meilleures connaissances et pratiques en matière d'éducation à la sexualité afin de développer leurs savoirs, savoir-faire et savoir être.



C. Travail de rue

- Que l'ensemble des jeunes du territoire aient accès aux services d'un.e travailleur(se) de rue tant en prévention qu'en intervention
- Qu'un.e travailleur(se) de rue soit désigné.e dans chacune des municipalités pour intervenir dans les situations d'exploitation sexuelle.

D. Hébergement et services spécialisés

- Que les jeunes puissent obtenir un hébergement d'urgence sécuritaire lors d'une situation d'exploitation sexuelle ou à risque d'exploitation sexuelle ;
(Recommandation 15 de la Commission sur l'exploitation sexuelle des jeunes);
- Que les jeunes à risque de vivre une situation d'exploitation sexuelle, indépendamment de leur genre, puissent avoir accès à un programme spécifique ;
- Que les jeunes vivants ou ayant vécu une situation d'exploitation sexuelle puissent avoir accès à un programme d'actions concertées dans une optique d'intervention et de prévention de la rechute;
- Qu'un programme de support aux proches soit à nouveau accessible dans la région;
- Qu'une équipe dédiée d'intervention en exploitation sexuelle (ÉDIES) soit déployée dans le CAVAC de la région

E. Concertation

Afin d'optimiser les services offerts à la population dans une optique de prévention de la problématique et d'intervention directe en situation d'exploitation sexuelle :

- Que le financement de la Table de concertation du Centre-du-Québec soit maintenu ;
- Qu'un financement permettant une concertation pour la région de la Mauricie soit rendu accessible ;
- Statuer sur une personne répondante au CIUSSS MCQ pour les situations d'exploitation sexuelle pour chacune des étapes de l'intervention du DPJ, de la réception du signalement à la mise en place de mesures de protection;
- Déployer des actions concertées avec le CIUSSS MCQ en matière d'exploitation sexuelle ;
- Outiller les intervenant.e.s sur l'utilisation de la loi 15 en matière de confidentialité et de partage d'information ;



- Optimiser la communication et la collaboration entre les différentes organisations policières lors de situation d'exploitation sexuelle

F. Formation

Formation en prévention et intervention en contexte d'exploitation sexuelle :

- Maintenir l'offre de formation gratuite accessible à l'ensemble des intervenant.e.s de la région du Centre-du-Québec ;
- Financer une offre de formation pour la région de la Mauricie ;
- Rendre accessible une formation sur l'utilisation des RSN en contexte d'exploitation sexuelle ;
- Former les intervenant.e.s d'unité en centre de réadaptation dans une optique de dépistage précoce et d'intervention en fonction des meilleures pratiques.



CONCLUSION

Pour conclure, nous souhaitons, avant tout, saluer l'intérêt et la participation de l'ensemble des Centres de services scolaires et des milieux communautaires ciblés dans ce rapport. Les portes qu'ils nous ont ouvertes sont, sans contredit, un premier pas vers une reconnaissance du besoin d'agir en matière d'exploitation sexuelle. Bien que cette problématique puisse être perçue chez nos interlocuteurs comme étant davantage associée aux grands centres urbains, il est malheureusement impossible de la cloîtrer à un lieu géographique et le Centre-du-Québec n'y échappe pas.

Ce rapport fait non seulement état des situations d'exploitation ou d'échange de services sexuels sur le territoire, mais démontre l'ampleur de la problématique en ce qui a trait aux stratégies de recrutement. Se rappelant que près d'un.e jeune sur deux a répondu positivement à l'un des énoncés du questionnaire, il semble évident que la prévention doit être mise de l'avant. Mais de quel type de prévention parlons-nous ? Devons-nous nous questionner sur le contenu des ateliers offerts actuellement ? Parler du consentement au sens large est-il suffisant pour prévenir les situations d'exploitation sexuelle ? Et qu'en est-il de la prévention liée aux RSN non pas, dans une optique de dépendance ou de démonisation, mais d'éducation face à leur fonctionnement ? Parlons-nous suffisamment des algorithmes qui créent une certaine chambre d'écho sur les plateformes favorites des jeunes ? Abordons-nous avec eux le fait que cette exposition engendre une certaine forme de légitimation de la décision d'entrer dans les milieux de la prostitution ? Sachant que les RSN sont, à ce jour, la porte principale des proxénètes en termes de recrutement, n'avons-nous pas davantage à mieux outiller nos jeunes pour faire face à ce type d'approche ? Toujours en fonction des résultats obtenus, 68 jeunes de moins de 18 ans ont eu une relation sexuelle en moyennant rétribution. Qu'avons-nous à offrir à ces jeunes ? Nos programmes sont-ils adaptés pour eux ? Vers qui peuvent-ils se tourner en situation d'urgence ?

En fonction des réalités des territoires, chaque région déploie des actions qui répondent à ses besoins et aux types de problématiques vécues. Après un tour d'horizon des diverses initiatives en matière d'exploitation sexuelle, le projet Sphères est celui qui, du fait de son approche et de ses valeurs, semble correspondre le mieux aux pistes d'amélioration soulevées dans le cadre de ce rapport tout en étant en concordance avec les besoins rapportés par les intervenants. Bien entendu, un tel projet nécessite du financement et doit s'appuyer sur l'ensemble des acteurs du milieu dans sa plus étroite collaboration. Il a besoin d'un CIUSSS présent et motivé à le soutenir. Il a besoin des acteurs du communautaire pour leur créativité, leur proximité, leur flexibilité. Il a besoin de piliers de confiance au niveau policier pour que les jeunes souhaitant entamer des démarches se sentent rassurés et accueillis. Un projet Sphères doit être celui d'une communauté. Et, même s'il reste évidemment des efforts à déployer, à la suite de nos entretiens et après analyse de la situation, nous croyons que les acteurs du Centre-du-Québec sont en mesure de le porter.



BIBLIOGRAPHIE/MÉDIAGRAPHIE



Bourassa-Dansereau, Catherine Millette, Mélanie et Côté, Martine B. (2022). « Ça accélère tout » : Enquête sur le rôle des réseaux socionumériques et des technologies dans l'expérience prostitutionnelle des mineures. Montréal : Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal/Prévention Jeunesse Longueuil/CALACS La Chrysalide/CLES

Centre intégré universitaire de santé et services sociaux de la Capitale-Nationale (2018). *Formation Prévention et intervention en exploitation sexuelle et prostitution juvénile*. Québec

Cloutier, M. (2020). L'instauration de tribunaux spécialisés en matière de crimes sexuels: un pas de plus vers la reconstruction d'une confiance brisée. *Les Cahiers de droit*, 61(1), 83-112.

Code criminel, LRC 1985, c C-46, art. 286.1 (1)(2)

Code criminel, LRC 1985, c C-46, art. 286.3(1)

Code criminel, alinéa 286.5(1)b)

Côté, K., Earls, C. M., Bédard, S. et Lagacé, D. (2016). Profil psychosocial des femmes qui offrent des services sexuels au Bas-Saint-Laurent. Saguenay/Montréal : Université du Québec à Chicoutimi / Université de Montréal

Côté, K., Jalbert, G. et Bernier, N. (2020). *Connaître les jeunes et leurs perceptions pour mieux prévenir la prostitution et l'exploitation sexuelle [inédit]* Saguenay : Université du Québec à Chicoutimi.

Gedah, Y. (2012). *La prostitution : Il est temps d'agir*. Québec : Conseil du statut de la femme. [En ligne] <https://csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/avis-la-prostitution-il-est-temps-dagir.pdf>

Lancôt, N., Perrin-Plouffe, R., Lafortune, D., Couture, S., Collin-Vézina, D., Pascuzzo, K., & Villeneuve, M. P. (2023). *PRATIQUES PROMETTEUSES AUPRÈS DE JEUNES EXPLOITÉS SEXUELLEMENT: UNE ÉTUDE DE PORTÉE*.



BIBLIOGRAPHIE/MÉDIAGRAPHIE



Mercier Méthé, X. (2020) Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs / Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs ; recherche et rédaction [...], Québec (Québec), Assemblée nationale du Québec, 2020, 1 ressource en ligne (132 pages), Collections de BAnQ.

Programme Sphères (2024). Sphères. Programme. [En ligne] <https://www.programmespheres.ca/le-programme/>

Secrétariat à la condition féminine (2016). Les violences sexuelles, c'est non – Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016/2021, Gouvernement du Québec. [En ligne], Http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/Brochure_Violences_Sexuelles.pdf

Projet Intervention Prostitution Québec (2018). [En ligne], <https://www.PIPQ.org>.

Secrétariat à la condition féminine (2016). Les violences sexuelles, c'est non. Québec, Québec : Secrétariat à la condition féminine, gouvernement du Québec.

SPVM (2024). Les survivantes. [En ligne], <https://spvm.qc.ca/fr/Pages/decouvrir-le-spvm/nos-projets/Les-Survivantes#:~:text=Le%20programme%20Les%20Survivantes%20s,%C3%A0%20risque%20de%20le%20devenir.>

Swartz, M. K. (2014). Commercial sexual exploitation of minors: overlooked and underreported. *Journal of Pediatric Health Care*, 28(3), 195-196.

Szczepanik, G., Boulebsol, C. et Ismé, C. (2014). Connaître les besoins des femmes qui ont un vécu dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services. Montréal : Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle.

Whitlock, M.-M. (2021). L'exploitation sexuelle en Estrie : Une réalité bien cachée. Sherbrooke : CALACS Aggression Estrie.

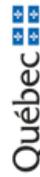


Outil de soutien à l'intervention en contexte d'exploitation sexuelle



Créé par
la Table régionale de concertation
sur l'exploitation sexuelle des jeunes
Centre-du-Québec

Cet outil s'adresse
aux Intervenants Pivots
du Centre-du-Québec



Rendu possible grâce au soutien financier du ministère de la Sécurité publique

Pour des besoins immédiats

Ligne Info-Social : 8-1-1
Ligne d'urgence : 9-1-1
Signalement au DPJ : 1-800-567-8520

Info-aide violence sexuelle
1-888-933-9007

SOS violence conjugale
1-800-363-9010

Tel-jeunes
Téléphone : 1-800-263-2266
Texte : 514-600-1002

LigneParents
1-800-361-5085

Cyberaide.ca

AidezMoiSVP.ca

Ligne d'aide financière d'urgence (LAFU)

Service pour les intervenants au service des victimes

1-833-363-LAFU (5238)



Services offerts par le CIUSSS-MCQ

Pour un accompagnement du CIUSSS-MCQ,
contactez le CLSC de votre secteur.

- Centre désigné
- Groupe de médecine familiale
- Aire ouverte
- Clinique santé sexuelle
- Protection de la jeunesse
- Services en dépendance

Organismes de référence

LÉGENDE :
M = Mauricie | CdQ = Centre-du-Québec | MCQ = Mauricie et Centre-du-Québec

Suivi / Intervention

- CALACS de Trois-Rivières M
- CALACS Entraid'Action M
- CALACS La Passerelle CdQ
- CALACS Unies-Vers-ToiCdQ
- Emphase Mauricie-Centre-du-QuébecMCQ
- CAVAC Centre-du-QuébecCdQ
- CAVAC MauricieM

Travail de rue

- La Piaule Centre du Québec Inc. CdQ
- Répît jeunesse CdQ
- LaRue BécancourCdQ
- Point de rue de Trois-Rivières & Nicolet-YamaskaMCQ
- Le TRàSh M
- Travailleurs de Rue de La Tuque Inc.M

Problématiques de dépendance

- Action ToxicomanieMCQ
- La Relance Nicolet-BécancourCdQ
- Le Grand CheminCdQ

Santé affective et sexuelle

- BLITSS CdQ
- Tandem MauricieM

Services aux Premières Nations

- N8wkwika 0-18 ans (Odanak et Wôlinak)CdQ
- Centre de santé (Odanak et Wôlinak)CdQ
- Centre d'amitié autochtoneM

Appartenance et projet de vie

- Maisons des jeunes MCQ
- Carrefours jeunesse-emploi MCQ

Sécurité et accompagnement judiciaire

- Escouade Intégrée de Lutte contre le Proxénétisme (EILP) Programme Les SurvivantesMCQ
- CAVAC MCQ

ANNEXE 2

QUESTIONNAIRE -Jeune- 12-30 ans

Questionnaire portant sur les pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels

SECTION 1-EXPLICATIONS

Les réponses à ce questionnaire permettront de faire un portrait des jeunes de 12 à 30 ans du Centre-du-Québec au niveau des pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels.

Ce portrait permettra d'évaluer si les services mis en place actuellement répondent aux besoins des jeunes de la région.

Afin d'avoir un portrait juste et représentatif de la situation des jeunes du Centre-du-Québec, il est important de répondre le plus précisément et le plus conformément possible à ta réalité.

L'ensemble des questions aura toujours pour but de savoir si tu as déjà posé une action EN ÉCHANGE de l'un des éléments suivants :

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.



QUESTIONNAIRE -Jeune- 12-30 ans

Questionnaire portant sur les pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels

SECTION 1-EXPLICATIONS

Les réponses à ce questionnaire permettront de faire un portrait des jeunes de 12 à 30 ans du Centre-du-Québec au niveau des pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels.

Ce portrait permettra d'évaluer si les services mis en place actuellement répondent aux besoins des jeunes de la région.

Afin d'avoir un portrait juste et représentatif de la situation des jeunes du Centre-du-Québec, il est important de répondre le plus précisément et le plus conformément possible à ta réalité.

L'ensemble des questions aura toujours pour but de savoir si tu as déjà posé une action EN ÉCHANGE de l'un des éléments suivants :

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.



SECTION 2- QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Je m'identifie à quel genre ?
- Masculin
 - Féminin
 - Non-binaire/genderfluid
 - Je préfère ne pas répondre à cette question
2. Mon âge au moment de passer ce questionnaire
- 14-15 ans
 - 16-17 ans
 - 18-19 ans
 - 20-21 ans
 - 22-23 ans
 - 24-25 ans
 - 26-27 ans
 - 28-29 ans
 - 30 ans
3. Au Centre-du-Québec, j'habite le secteur :
- Drummondville et les environs
 - Arthabaska-Érable
 - Nicolet-Bécancour-Yamaska

SECTION 3- Partage de photo(s) et/ou vidéo(s) à caractère sexuel

Par caractère sexuel est entendu : Dévoilant certaines parties intimes de ton corps, masturbation, "nudes", etc.

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool



4. **Par ta propre initiative** (sans que personne ne te le demande), as-tu déjà partagé photo(s) et/ou vidéo(s) à caractère sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut ?

J'ai déjà partagé une photo et/ou une vidéo à caractère sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments nommés _____

Je n'ai jamais partagé une photo et/ou une vidéo à caractère sexuel contre un ou plusieurs des éléments nommés _____

5. **Est-ce qu'une personne t'a déjà demandé de partager** une photo ou une vidéo à caractère sexuel en échange de l'un des éléments notés ci-haut ?

On m'a déjà proposé de partager une photo ou une vidéo à caractère sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut et **j'ai accepté.**

On m'a déjà proposé de partager une photo ou une vidéo à caractère sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut et **j'ai refusé.**

On ne m'a jamais proposé de partager une photo ou une vidéo à caractère sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut.

SECTION 4- UTILISATION D'UN RÉSEAU SOCIAL

Par réseau social est entendu : Instagram, Facebook, TikTok, OnlyFans, Snapchat, Tinder, Grindr, etc.

Publication de contenu :

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.



6. As-tu déjà utilisé un **réseau social** afin de **publier du contenu** tel qu'afficher une partie de ton corps nu ou partiellement habillé en échange de l'un des éléments notés ci-haut ?
- o **J'ai déjà utilisé un réseau social afin de publier du contenu** à caractère sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.
 - o **Je n'ai jamais utilisé un réseau social afin de publier du contenu** à caractère sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.
7. **Est-ce qu'une personne t'a déjà proposé son aide afin de publier du contenu** tel qu'afficher une partie de ton corps nu ou partiellement habillé sur les réseaux sociaux en échange de l'un des éléments notés ci-haut ?
- o **Je me suis déjà fait proposer de l'aide** afin de publier du contenu à caractère sexuel **en échange** d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut et **j'ai accepté.**
 - o **Je me suis déjà fait proposer de l'aide** afin de publier du contenu à caractère sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut et **j'ai refusé.**
 - o **Je ne me suis jamais fait proposer de l'aide** afin de publier du contenu à caractère sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.

SECTION 5- RELATION SEXUELLE ET/OU CONTACT SEXUEL

Par « relation sexuelle » est entendu : Avec ou sans pénétration

Par « contact sexuel » est entendu : Toucher les parties intimes

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.



8. **Par ta propre initiative** (sans que personne ne te le demande), as-tu déjà utilisé les réseaux sociaux afin de proposer une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange de l'un des éléments notés ci-haut ?

Par ma propre initiative, j'ai déjà utilisé les réseaux sociaux afin de proposer une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un des éléments nommés.

Par ma propre initiative, je n'ai jamais utilisé les réseaux sociaux afin de proposer une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut.

9. **Est-ce qu'une personne t'a déjà proposé son aide afin d'afficher du contenu** tel qu'une offre de relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un des éléments notés ci-haut ?

On m'a déjà proposé de l'aide afin d'afficher du contenu tel qu'une offre de relation sexuelle et/ou un contact sexuel contre un ou plusieurs des éléments inscrits **j'ai accepté.**

On m'a déjà proposé de l'aide afin d'afficher du contenu tel qu'une offre de relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut et j'ai refusé.

On ne m'a jamais proposé d'aide afin d'afficher du contenu tel qu'une offre de relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.

10. **Par ta propre initiative** (sans que personne ne te le demande), as-tu déjà eu une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange de l'un des éléments notés ci-haut ?

Par ma propre initiative, j'ai déjà eu une relation sexuelle ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.

Par ma propre initiative, je n'ai jamais eu une relation sexuelle ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits si haut.

11. **Une personne t'a-t-elle déjà proposé d'offrir** une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange de l'un des éléments ci-haut ?

Je me suis déjà fait proposer d'offrir une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut et **j'ai accepté.**

Je me suis déjà fait proposer d'offrir une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut et **j'ai refusé.**

Je ne me suis jamais fait proposer d'offrir une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange d'un ou plusieurs des éléments inscrits ci-haut.



SECTION 6- AUTRES

12. **Quel âge avais-tu la première fois où tu as posé** l'une ou l'autre des actions indiquées dans les questions 4 à 11 ?

- Je n'ai jamais posé aucune des actions indiquées précédemment dans le questionnaire.
- Moins de 12 ans
- 12-13 ans
- 14-15 ans
- 16-17 ans
- 18-19 ans
- 20-21 ans
- 22-23 ans
- 24-25 ans
- 26-27 ans
- 28-29 ans
- 30 ans

13. Est-ce que l'une ou l'autre des actions posées a **été proposée par une personne de ton entourage ou par un.e inconnu.e?**

- Je n'ai jamais posé aucune des actions notées au questionnaire.
- Par une personne de mon entourage.
- Par un.e inconnu.e.



ANNEXE 3

QUESTIONNAIRE-Intervenant.e.s

Questionnaire portant sur les pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels

SECTION 1-EXPLICATIONS

Les réponses à ce questionnaire permettront de dresser un portrait des jeunes de 12 à 30 ans du Centre-du-Québec au niveau des pratiques à risque d'exploitation sexuelle et/ou d'échange de services sexuels.

Dans le cadre de ce portrait, nous demandons aux divers milieux de répondre à ce court questionnaire. ATTENTION, il est important qu'une seule personne par équipe complète le document en ayant préalablement sondé ses collègues afin de ne pas biaiser les réponses. Les réponses doivent donc être représentatives de l'ensemble de votre milieu d'intervention.

Ce portrait permettra d'évaluer si les services mis en place actuellement répondent aux besoins des jeunes de la région.

Afin d'avoir un portrait juste et représentatif de la situation des jeunes du Centre-du-Québec, il est important de répondre le plus précisément et le plus conformément possible à la réalité des jeunes (12-30 ans) rencontrés **DANS LES 3 DERNIÈRES ANNÉES**.

INFORMATIONS À RETENIR POUR L'ENSEMBLE DU QUESTIONNAIRE :

* L'ensemble des questions aura toujours pour but de savoir si les personnes ont déjà posé une action EN ÉCHANGE de l'un des éléments suivants :

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.

** Chaque question aura par la suite une sous-question à savoir si une tierce personne était impliquée dans la situation. Par tierce personne est entendue : Un individu qui initie, motive, et/ou tire avantage de la situation.



SECTION 2- QUESTIONS GÉNÉRALES

1. Nom de mon organisation : _____
2. Au Centre-du-Québec, mon organisation est de
 - o Drummondville et les environs
 - o Arthabaska
 - o Érable
 - o Nicolet
 - o Bécancour-Yamaska

SECTION 3- Partage de photo(s) et/ou vidéo(s) à caractère sexuel

Par caractère sexuel est entendu : Dévoilant certaines parties intimes du corps, masturbation, "nudes", etc.

- Contre Argent;
- Contre Transport (« lift », «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.

3. Veuillez indiquer le nombre de personnes âgées entre 12 et 30 ans qui ont sollicité vos services et qui ont :
partagés des photo(s) et/ou vidéo(s) à caractère sexuel et/ou publié du contenu sur les réseaux sociaux en échange d'un des éléments notés ci-haut.

Nombre : _____

4. À votre connaissance, combien de personnes avaient moins de 18 ans au moment des faits relatés à la question 3 ?

Nombre : _____

5. À votre connaissance, dans combien de situations une tierce personne était impliquée au moment des faits relatés à la question 3 ?

Nombre : _____



SECTION 4- RELATION SEXUELLE ET/OU CONTACT SEXUEL

Par « relation sexuelle » est entendu : Avec ou sans pénétration

Par « contact sexuel » est entendu : Toucher les parties intimes

- Contre Argent;
- Contre Transport («lift», «road trip» ou autres);
- Contre Objets de valeur (cellulaire, vêtement(s), vapoteuse(s), etc.);
- Contre Protection (hébergement, douche, sécurité, etc.)
- Contre Drogue(s) et alcool.

6. Veuillez indiquer le nombre de personnes âgées entre 12 et 30 ans qui ont sollicité vos services et qui ont : eu une relation sexuelle et/ou un contact sexuel en échange de l'un des éléments notés ci-haut avez-vous été en contact ?

Nombre : _____

7. En lien avec cette situation, et à votre connaissance, dans combien de situations une tierce personne était impliquée au moment des faits relatés à la question 6 ?

Nombre : _____

8. En lien avec cette situation et à votre connaissance, combien de personnes avaient moins de 18 ans au moment des faits relatés à la question 6 ?

Nombre : _____



SECTION 5- AUTRES

9. Si vous avez répondu OUI à l'une ou l'autre des questions précédentes, avez-vous été en mesure de travailler en concertation avec d'autres intervenant.e.s afin d'offrir un filet de sécurité à la personne :
- Oui
 - Non

10. En lien avec la problématique d'exploitation sexuelle, quels sont vos défis comme intervenant.e ?

11. Selon vous, en lien avec la problématique d'exploitation sexuelle, quels sont les services manquants dans la région?

- Prévention universelle
- Prévention ciblée auprès des jeunes présentant plusieurs facteurs de risque
- Accompagnement/programme spécifique pour les jeunes en situation d'exploitation sexuelle
- Hébergement sécuritaire pour jeunes en situation d'exploitation
- Support clinique aux intervenant.e.s
- Travail de rue sur le territoire
- Autre : _____

12. Questions/commentaires :



ANNEXE 4.

01. LES APPROCHES

Motivationnelle : On travaille avec l'ambivalence et les résistances de la personne.

Réduction des méfaits: Centré sur la personne et le maintien de son intégrité physique plutôt que sur le comportement inapproprié.

02. L'ÉVALUATION DU RISQUE

La vitesse et l'intensité de services mis autour de la personne seront en fonction de :

- La probabilité qu'un dommage survienne
- La gravité des conséquences

Les indices à prendre en considération :

Ces éléments peuvent aider à déterminer le niveau de risque de la personne pour ainsi prioriser les interventions à mettre en place.

- Organisation des activités sexuelles (proxénète ou non).
- Problématique de consommation de substances (drogue ou alcool).
- Intention de se déplacer.
- Fugue.
- Danger physique ou psychologique imminent.
- Problématique familiale.
- Absentéisme scolaire.

03 LES ÉLÉMENTS CLÉS DE L'INTERVENTION :

- Travailler en concertation pour établir un réel filet de sécurité. Ne pas rester seul dans l'intervention
- Adapter son discours à la personne qui est devant soi.
- Ne pas juger, dramatiser, contrôler, blâmer.
- Poser des questions sur la sécurité de la personne.

Objectifs du programme SPHÈRES

Le programme SPHÈRES accompagne les personnes en situation d'exploitation sexuelle âgées de 12 à 24 ans dans la construction d'une identité positive, la réappropriation de leur pouvoir d'agir et le développement de leur autonomie afin qu'elles puissent entreprendre des changements positifs durables.

Ainsi, SPHÈRES constitue un programme spécialisé permettant de regrouper les principaux services dont ces jeunes vulnérables ont besoin, afin d'assurer une prise en charge concertée ciblant plusieurs facteurs de risque et de protection simultanément. Les suivis dans le cadre du programme SPHÈRES sont **volontaires** et hautement individualisés. Les services offerts dépendent ainsi des besoins identifiés pour et par chaque jeune, besoins qui évoluent tout au long de leur suivi.

Le programme SPHÈRES repose sur six principaux fondements qui guident l'intervention, soit les prémisses 1) des approches humanistes, 2) des approches sensibles aux traumatismes, 3) du modèle transthéorique du changement, 4) de l'entretien motivationnel, 5) de la réduction des méfaits et 6) de la prévention de la rechute.



Plus spécifiquement, le programme SPHÈRES :

- S'appuie sur une approche participative et collaborative pour mettre en place un cadre d'intervention positif, sécurisant, chaleureux et motivant;
- Structure l'intervention afin de favoriser, chez les personnes aidées, l'exploration de soi et la référence à soi plutôt que de les pousser à se comporter en fonction des attentes des intervenantes ;
- S'attarde davantage aux besoins des personnes aidées plutôt qu'aux risques qu'elles présentent pour elles ou pour autrui sans toutefois cautionner, nier ou minimiser l'existence de ceux-ci ;
- Valorise l'épanouissement des personnes en situation d'exploitation sexuelle pour contrebalancer les nombreuses expériences de dévaluation sociale, et ce, en soutenant leur pouvoir d'agir afin de provoquer et maintenir les changements nécessaires à l'amélioration de leur bien-être personnel et social ;
- Promeut l'espoir en permettant aux personnes aidées de se dessiner des options positives pour leur futur, de modifier leur parcours de vie et de réaliser leurs aspirations les plus chères.

